



**COLEACP :**  
40 ANNÉES AU SERVICE  
DU DÉVELOPPEMENT

# Rapport annuel 2015



**COLEACP**

1

AVANT-PROPOS p.4



2

ASSOCIATION  
COLEACP p.11



3

LES PROGRAMMES DU  
COLEACP p.49



4

VIE DU RÉSEAU ET  
PARTENARIATS p.61



# COLEACP

## RAPPORT ANNUEL 2015

**5**

**PERSPECTIVES 2016 p.72**



**6**

**MINI FICHES PAYS P.75**



**7**

**TÉMOIGNAGES p83**



1

## AVANT-PROPOS

**“ Le COLEACP et ses membres sont convaincus que la bonne gestion de leurs affaires participe et doit participer encore davantage au bien-être de toute leur communauté ”**





## Le rêve européen : de la «réalité virtuelle» à la «virtualité réelle».

Fin 2014, après avoir plébiscité "l'Agenda pour le Changement" lors des JED (Journées Européennes du Développement) par la déclaration de Bruxelles "PPP4PPP", nous écrivions que les pauvres n'avaient pas le temps d'attendre. En 2015, ils ont pris la route à pied, en "bateau", sur les épaules de leurs parents, vers le rêve européen, au péril de leur vie. Ce rêve a pris une dimension différente avec l'essor des TIC dans les pays pauvres. Il s'est transformé de "réalité virtuelle" en "virtualité réelle", identifiée, géo-localisée et bien plus proche que le paradis. Il est urgent de donner espoir aux jeunes africains et de transformer cet espoir en réalité pour éviter ces exodes tragiques et ces endoctrinements belliqueux.

## Le secteur privé source d'espoir !

Le COLEACP et ses membres sont convaincus que la bonne gestion de leurs affaires participe et doit participer encore davantage au bien-être de toute leur communauté. Chaque chef d'entreprise, de la micro-entreprise à la grande multinationale, a une responsabilité dans le développement socio-économique de sa région. L'Agriculture Africaine cherche son chemin, elle doit se réinventer pour faire face aux défis de la faim et de la pauvreté, et pour nourrir la planète dans un futur pas si lointain.

L'Afrique dispose des principaux atouts pour relever ce défi :

- des terres arables et des ressources en eau disponibles,
- des marges d'améliorations importantes,
- et surtout des ressources humaines ingénieuses, courageuses et dotées de savoir-faire traditionnel.

## Les ressources humaines locales, l'atout majeur de l'agriculture ACP

Le COLEACP a fait le choix de miser sur les ressources humaines ACP depuis plus de 15 ans.

Le tout, associé à de nouvelles technologies, correspond au concept « d'intensification durable ». L'Europe réinvente aussi son agriculture et son agro-industrie : plus proche de l'homme, plus respectueuse de la nature, ce qu'on pourrait appeler « une désintensification durable ». Notre organisation, le COLEACP est aux premières loges de ces mutations.

Nos membres historiques, les exportateurs ACP et les importateurs européens s'allient aux petits producteurs, à leurs organisations pour fournir un marché international, national et régional en pleine mutation. On voit ainsi la grande distribution être de plus en plus présente localement.

De fait, tout le monde s'accorde maintenant à reconnaître que l'agriculture africaine ne parviendra pas à réaliser sa mutation si elle ne parvient pas à intégrer convenablement les petits producteurs à ses chaînes de valeur.

On ne peut en effet pas baser la compétitivité sur la pauvreté. Il faut donc des productions rentables, des petits producteurs qui puissent vivre décemment de leur production, des PME dynamiques, et des grandes entreprises qui apportent leur technologie, leur savoir-faire et leur capacité d'investissement.

Nous sommes devant une opportunité exceptionnelle de faire progresser ce monde qui explore l'infini de l'espace comme l'infiniment petit, mais n'a pas su éradiquer la faim et l'extrême pauvreté.

Pour la première fois, les grands groupes privés, le secteur public et la société civile s'allient contre ces fléaux. Faisons, ensemble, en sorte que ceci soit une réalité, pas juste une idée. Ne décevez pas les petits producteurs, faites-les rêver, faites rêver leurs enfants, et faites de leurs rêves une « réalité réelle » locale, non virtuelle et lointaine. Rêvons local et consommons global !

# Faits marquants de 2015

## JANVIER



SIGNATURE M.O.U. COLEACP-/EXCHANGE, BRUXELLES

## FÉVRIER



FRUIT LOGISTICA, BERLIN

## MARS



RENCONTRE COLEACP/ BELORTA, BELGIQUE



RENCONTRE COLEACP/FAO, ROME

## AVRIL



AFRICAN BELGIUM WEEK, GENVAL



PRÉSENTATION DE L'ACTION DU COLEACP AU PARLEMENT EUROPÉEN, BRUXELLES

## MAI



06 au 08 Mai 2015 - Mons Belgique  
EU-AFRICA B2B FORUM, MONS

## JUIN



JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT, BRUXELLES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE/CA DU COLEACP, PARIS



SUPPORTING THE AGRI-FOOD SECTORS IN THE PACIFIC REGION, VANUATU



ATELIER REGIONAL BACTERIOSE, RCI

## OCTOBRE

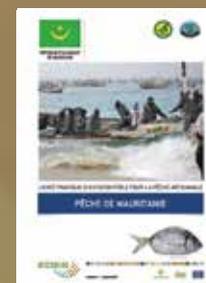


EXPO MILANO, EXPOSITION UNIVERSELLE, MILAN

## NOVEMBRE



EVALUATION FINALE DU PIP / RESULTATS



ATELIER DE RESTITUTION, MAURITANIE



RENCONTRE COLEACP/BEI, LUXEMBOURG

## DÉCEMBRE



RENCONTRE COLEACP/WWF, WASHINGTON



RENCONTRE COLEACP/BAD, ABIDJAN

### MISSIONS TECHNIQUES

- 50 PAYS ACP
- 1600 PROJETS
- 1 FORMATION/JOUR

BILAN ASSISTANCE TECHNIQUE PIP EDES

## TENDANCES

L'allègement de la pauvreté et la sécurité alimentaire sont les deux défis de la coopération au développement de l'après-2015. Dans ses programmes à venir, le COLEACP soutiendra les PME agroalimentaires et les petits producteurs des pays en développement pour leur permettre de relever ces défis, à leur échelle.



## OBJECTIF COMPÉTITIVITÉ

*«Dans notre nouveau programme, la dimension économique de l'entreprise est fondamentale, explique Guy Stinglhamber, délégué général du COLEACP. Jusqu'à présent, nous nous sommes consacrés à sa dimension technique, en soutenant les entreprises sur le plan de la sécurité des aliments, de la traçabilité et de la mise en œuvre des normes internationales. Avec le nouveau programme, nous voulons également les aider à intégrer l'ensemble des données économiques dans leur gestion et dans leur prise de décision.»*

L'objectif, c'est la compétitivité. Autrement dit: faire en sorte que les compétences techniques acquises par les entreprises servent à améliorer leurs performances économiques et, au-delà, contribuent à libérer le potentiel de production agroindustrielle des pays en développement. Le soutien du COLEACP s'étendra donc à l'ensemble du développement entrepreneurial, en incluant des dimensions telles que l'analyse de marché, le marketing, la chaîne du froid, la logistique, la facturation, l'administration. Cette diversification vise à installer un cercle vertueux pour résoudre le problème principal des PME des pays du Sud: l'accès au crédit. En travaillant à la consolidation de leur pilier économique, le COLEACP contribuera à améliorer leur bancabilité, pour leur faciliter l'obtention de financements auprès des organismes de crédit, et démultiplier ainsi leur développement. «Il s'agit en fait de préparer les entreprises ACP, poursuit Guy Stinglhamber,

afin qu'elles soient en condition de tirer profit des opportunités qui se présenteront inmanquablement à elles dans les prochaines décennies.» Durabilité et responsabilité, rentabilité, compétitivité, bancabilité...certes, mais avec une vision plus large.

Pour le COLEACP, la consolidation du pilier économique ne peut se faire qu'en cohérence avec celle des deux autres piliers du développement durable: la contribution au bien-être social et la minimisation de l'impact environnemental. Seule cette triple cohérence favorisera une compétitivité pérenne des filières et des entreprises.

C'est dans cette perspective que la Charte de durabilité a été élaborée. Elle sera progressivement mise en œuvre, sur base d'un programme de formations destiné à intégrer les préceptes dans la gestion quotidienne des entreprises bénéficiaires. Cette charte permet aux entreprises de souscrire à un cadre clair, grâce auquel elles peuvent communiquer leur engagement et leur progression vers le développement durable sans devoir nécessairement investir dans des certifications. Mais, au-delà de ça, le COLEACP a conçu cette charte comme un outil de gestion en phase avec les objectifs du nouveau programme, partant du principe que la rigueur sociétale favorise rapidement la rentabilité des entreprises et leur compétitivité.

«Notre objectif global, c'est d'aider les entreprises à devenir plus performantes, plus responsables et à jouer un rôle moteur dans le développement socioéconomique de leur pays, explique Jeremy Knops, directeur des opérations PIP. Le moyen, c'est l'agriculture, à la fois comme rempart de la sécurité alimentaire et comme vecteur d'un développement économique qui peut faire tache d'huile vers d'autres secteurs de l'économie.»

Pour atteindre cet objectif, le COLEACP s'est basé sur sa longue expérience. Celle-ci lui a permis de tenir compte à la fois des besoins de ses bénéficiaires et des lignes directrices de ses bailleurs de fonds, principalement de l'Union européenne.

## AU-DELÀ DES FRUITS ET LÉGUMES

Le COLEACP a un terrain de prédilection, c'est l'horticulture, et plus particulièrement les fruits et légumes destinés à l'exportation. Progressivement, il est intervenu sur d'autres cultures, comme le thé, le café et le cacao. Il a également étendu son domaine d'action aux producteurs qui ne visent que les marchés locaux et régionaux. Via ses programmes communautaires, le COLEACP entend à l'avenir se concentrer sur l'horticulture, tout en faisant bénéficier toutes les filières végétales de son expérience, y compris les céréales, essentielles à la sécurité alimentaire. Pour cette raison, il entend également maintenir son soutien aux filières locales et régionales. « Concrètement, nous continuerons à nous baser sur nos deux forces, précise Guy Stinghambert: les cultures horticoles d'exportation en tant que vecteur de modernisation de l'agriculture locale, et un système de formations performant en tant qu'outil de renforcement des capacités. A partir de là, nous élargirons nos interventions à toutes les filières végétales et à tous les aspects de la gestion économique des entreprises bénéficiaires. »



*L'objectif c'est la compétitivité. Autrement dit faire en sorte que les compétences techniques acquises par les entreprises leur servent à améliorer leurs performances économiques et, au-delà, contribue à libérer le potentiel de production agroindustrielles des pays en développement*



## PROGRAMMES SATELLITES ET NOUVEAUX BAILLEURS

Autour du programme durabilité et compétitivité, central dans les activités des trois prochaines années du COLEACP, viendront se greffer d'autres programmes ciblés sur une problématique agricole particulière ou sur une zone géographique limitée. Cette tendance a déjà commencé.

Depuis le début 2015, le COLEACP est impliqué dans deux nouveaux programmes. Le premier est le Projet d'appui au Plan régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'Ouest; il est financé par l'Union européenne via l'Agence française de développement et soutient les producteurs maraîchers dans leur combat quotidien contre ce fléau régional. Le second est le Programme de développement de la filière mangues en Guinée Conakry (Prodefima-Guinée), mis en oeuvre par l'Agence guinéenne de la promotion des exportations et financé par l'Organisation mondiale du commerce; son objectif est de relancer cette arboriculture d'exportation dans le pays.

D'autres programmes satellites viendront s'ajouter dans l'avenir, fruits de partenariats associant secteurs privé, public et d'autres praticiens du développement.

2

## ASSOCIATION COLEACP





## ASSISTANCE TECHNIQUE

### Soutien aux professionnels de la filière fruits et légumes ACP

Depuis le début de la seconde phase du programme COLEACP/PIP, 186 entreprises et 5 groupements de producteurs ont été appuyés par le programme pour répondre aux demandes de leur clientèle concernant la qualité sanitaire. 89 entreprises et 4 groupements de producteurs ont été appuyés par le programme pour répondre aux demandes de leur clientèle concernant les normes sociales et le respect de l'environnement.

Plus précisément, le COLEACP a développé 2 catégories de protocoles d'entente (PDE) avec les entreprises bénéficiaires de son action:

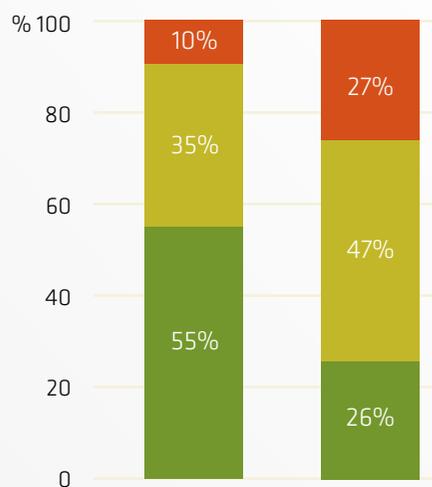
- **Type A** : les plans d'action sont structurés en fonction des thématiques d'appui couvertes par le PDE. La mise en œuvre de chaque volet thématique se traduit par l'exécution d'un certain nombre d'Actions Spécifiques (AS) et d'Actions Collectives (AC). Le nombre moyen d'AS par PDE de type A est de l'ordre de 6.
- **Type B** : (anciennement « mini-protocoles »): Les PDE de type B se limitent à une enveloppe budgétaire pour des AC, sur les thématiques d'intervention du PIP2, en fonction des besoins du bénéficiaire.

Depuis 2013, une procédure simplifiée a été élaborée pour permettre d'ouvrir la plateforme d'e-learning à d'autres bénéficiaires lorsque ceux-ci, sans être des cibles directes du COLEACP/PIP, sont néanmoins impliqués dans les filières agricoles des pays ACP et agissent de près ou de loin dans l'intérêt des petits producteurs ACP. Ces acteurs peuvent ainsi bénéficier du système de formation à distance du COLEACP, ainsi qu'avoir accès à tous les supports de formation et au système d'information du programme.

Les bénéficiaires qui s'inscrivent via la plateforme e-learning bénéficient d'un protocole de **type B**. En 2015, 112 protocoles de ce type (**type B** - e-learning) ont été signés.

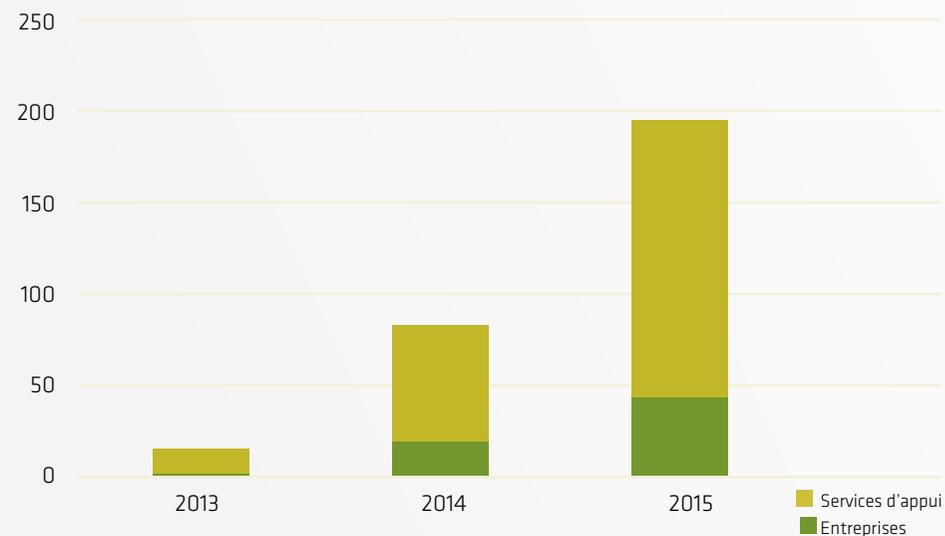
Certains, parmi ces nouveaux apprenants, sont issus d'autres filières agricoles (cacao, café, épices, fleurs et plantes ornementales, thé, vivriers, palmier à huile...) ou d'autres secteurs (inspection et contrôle, transformation, microfinance, ...), issus de pays où le COLEACP/PIP n'intervient pas directement ou peu (Sierra Leone, Guyana, République démocratique du Congo, Djibouti, Haiti, ...)

### Nombre de protocoles d'entente signés au cours du PIP2



	Entreprises	Services d'appui
■ Protocoles A	249	148
■ Protocoles B	160	261
■ Protocoles B (via E-learning)	45	150
<b>Total</b>	<b>454</b>	<b>559</b>

### Nombre cumulé de protocoles E-learning depuis l'ouverture de la plateforme :





**L'analyse des dernières demandes d'appui** s'est poursuivie au cours de 2015. Les dernières demandes d'appui ont principalement fait l'objet d'un protocole de type B. Certaines demandes jugées prioritaires (crise phytosanitaire, petits producteurs, nouveaux pays, type de bénéficiaire,...) ont néanmoins pu encore bénéficier d'actions spécifiques. Ce sont au total 70 demandes d'appui qui ont

été traitées par le COLEACP en 2015 et qui ont abouti à la signature de protocoles d'entente individuels. Toutes les demandes ont été traitées par l'Unité d'Exécution de la composante.

Au total, en incluant les protocoles signés au cours du PIP TR et qui ont été prolongés sur le PIP phase 2, le COLEACP/PIP gère actuellement 454 protocoles. Les plans d'actions de ces protocoles répondent aux besoins des bénéficiaires en ce qui concerne la qualité sanitaire (qui reste le thème le plus important), et la production durable (environnement, éthique, commerce équitable, agriculture biologique). Ces plans d'actions comprennent tous des aspects de formations et visent généralement la mise en place de systèmes de contrôle et de gestion durable sur les thématiques du COLEACP/PIP.

Parallèlement à ces actions de promotion et d'analyse des demandes d'intervention, l'équipe a coordonné **la mise en œuvre des plans d'actions** en organisant des **missions d'appui techniques et pédagogiques auprès des bénéficiaires**. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2014 et le 31 décembre 2015, ce sont au total 75 actions d'appui technique qui ont été organisées auprès d'entreprises productrices/exportatrices, de groupements de producteurs. Par ailleurs, 55 actions de formations ont été organisées au sein des structures bénéficiaires et 29 en collectif, et ce en collaboration avec la cellule formation. Ces formations à la fois techniques et pédagogiques, ont contribué à la mise en place, au sein de ces structures, de systèmes de formation interne durables. Ces sessions ont permis de former plus de 900 chefs d'entreprises, cadres ou responsables techniques (selon le thème de la formation) dans 200 structures différentes.

**Wamu Ltd est une société kényane d'exportation vers le Royaume-Uni, la France, la Suède et le Moyen-Orient. En 2001, la société exportait environ 600 tonnes par an, s'approvisionnant en fruits et légumes auprès de 50 petits producteurs (plantations satellites). Un petit volume de haricots verts était obtenu de l'exploitation propre de la société.**

**La société a soumis une demande d'aide pour mettre en œuvre un système de gestion de la sécurité sanitaire des aliments au niveau de la production et des stations de conditionnement. Depuis 2003, la société est soutenue par le COLEACP via le PIP, l'accent ayant été mis sur la durabilité pendant le PIP2. Grâce à plusieurs formations du personnel et aux conseils du consultant formé par le PIP, la société est actuellement en mesure de maintenir et d'améliorer son système de gestion de manière permanente. Un système de formation interne est également en place et le nouveau personnel est formé par l'équipe technique.**

**En 10 ans, la société a plus que doublé le nombre de ses employés permanents et a augmenté son volume d'activité pour atteindre 1 600 tonnes/an. WAMU s'approvisionne maintenant auprès de 600 plantations satellites et travaille avec 210 travailleurs temporaires, principalement des femmes. La société a mis en place et tenu à jour plusieurs certifications, telles que GlobalGAP, ETI, ISO 22000 et commerce équitable.**

**Cet exemple illustre l'approche COLEACP conforme aux critères de l'UE en matière d'appui au secteur privé comme (i) l'impact mesurable sur le développement (10 années d'expérience avec la société), l'intérêt commun/le cofinancement (la société a cofinancé chaque aide apportée) et la complémentarité (sans l'aide du COLEACP/PIP, la société n'aurait pas fait tous ces investissements).**

## Assistante technique auprès des prestataires de service et consultants de la filière fruits et légumes ACP



559 protocoles d'accord ont été signés avec des fournisseurs ACP pour étoffer leur capacité et leurs services. À leur tour, ces prestataires de services locaux/régionaux ont réalisé des activités de soutien du COLEACP/PIP à l'intention des opérateurs de la chaîne d'approvisionnement couvrant la sécurité sanitaire des aliments et la durabilité. En termes de jours-personnes, 696 jours d'experts européens ont été consacrés pour fournir l'aide du COLEACP/PIP, comparés aux 10 878 jours d'experts ACP.

Les protocoles d'accord signés ont spécifiquement ciblé l'expertise en formation et des services de conseil couvrant la sécurité des aliments, la responsabilité sociale et les bonnes pratiques environnementales. Les fournisseurs bénéficiaires venaient de 27 pays ACP, mais étant donné que certains fonctionnaient à l'échelon régional, ils ont été en capacité de prêter des services dans 30 pays au moins, dépassant la cible initiale de PIP2. Un accent particulier a été mis sur :

- La lutte contre le manque d'expertise locale pour aider les productions et les exportateurs à subvenir aux nouvelles demandes du marché en termes de durabilité (environnement, responsabilité sociale).
- Le renforcement des capacités locales pour faire face aux crises sanitaires et phytosanitaires en cas de contravention des réglementations européennes phytosanitaires ou relatives à la sécurité alimentaire.
- Développement de l'expertise locale dans les nouveaux pays du COLEACP/PIP.

Au total, 170 formations ont été dispensées par le COLEACP, au bénéfice de 1 197 participants individuels. La sécurité des aliments (24 %) et la formation pédagogique (33 %) représentaient la majorité des cours, mais l'accès au marché (10 %), l'environnement (13 %) et la responsabilité sociale (20 %) ont gagné progressivement en importance.

## Assistante technique spécifique / Notifications RASFF

Le monitoring de l'UE de 2009 à 2015 indique que la grande majorité des exportations des pays ACP est restée entièrement conforme aux normes de sécurité sanitaire des aliments de l'UE couvrant les résidus de pesticides et de contamination microbienne. Le nombre total de notifications RASFF de dépassements de résidus de pesticides a toutefois augmenté régulièrement à partir de 2009, et a atteint un pic en 2014. Les chiffres disponibles pour 2015 montrent une réduction considérable. Cette augmentation des notifications était préoccupante et reflétait en partie des problèmes dans un petit nombre de chaînes d'approvisionnement, en particulier les haricots verts et les petits pois écosés du Kenya, et les légumes asiatiques de la République Dominicaine. Dans les deux cas, le COLEACP a mis en place une série d'activités pour aider les services du secteur privé et de soutien à résoudre les problèmes. Cela a été fait grâce à une collaboration inter-programmes COLEACP. EDES ayant travaillé avec les autorités compétentes sur l'amélioration des programmes de surveillance, les systèmes nationaux de traçabilité, et des installations d'analyse. La situation au Kenya est maintenant améliorée et en Janvier 2015 les contrôles renforcés sur les haricots verts en vertu du règlement EC669 augmenté / 2009 ont été levés.

## Appui au développement de filières à haute valeur ajoutée

En ce qui concerne les **nouvelles filières** et la **transformation**, de nouveaux contacts ont été initiés en 2015 et des actions ont été menées auprès d'entreprises déjà bénéficiaires du COLEACP et développant de nouvelles activités (le Combo pour l'UJAK au Sénégal ou le fruit de la passion en Guinée par exemple) ainsi qu'avec de nouvelles entreprises de production et d'exportation. En outre, le COLEACP via le programme PIP a continué la mise en

œuvre des protocoles précédemment signés avec les quelques 15 entreprises intervenant dans la **transformation** (séchage, farine, concentré, pulpe, sauce, surgelés, conserves), aussi bien en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Ghana ou Côte d'Ivoire), au Nigeria et au Cameroun qu'en Afrique de l'Est/australe (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Mozambique) ou encore à Madagascar.

Concernant les structures intervenant dans la transformation des fruits et légumes, l'appui du COLEACP/PIP

s'est concentré sur les actions relatives à la production et la mise en place de systèmes de maîtrise des risques sanitaires. De plus, l'appui a été conditionné par la source d'approvisionnement des fruits et légumes auprès de petits producteurs. En Ouganda, FLONA ou Fruits of the Nile, produisant des fruits séchés, travaillent également avec des groupements de producteurs comme fournisseurs. En 2015, les appuis ont concerné le commerce équitable (audit Fair for life pour l'une et diagnostic et appui Fair trade pour l'autre). En Afrique de l'ouest, une formation collective sur l'HACCP a réuni une douzaine d'entreprises burkinabés et maliennes actives dans la transformation et la commercialisation de la mangue séchée. Au Kenya, l'entreprise IDEAL MATUNDA a été appuyée pour son volet frais mais également pour son volet transformation (huile d'avocat). Un groupement de 65 producteurs a réussi avec succès l'audit de certification GlobalGap option 2. Cocopack en Côte d'Ivoire, est une entreprise spécialisée dans la coco râpée et les fruits surgelés (coco, mangue et ananas) – en 2015, le programme a appuyé l'entreprise pour la mise en place du standard IFS, y compris un pré-audit.



## Soutien aux systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments en pays ACP

L'assistance technique et la formation du COLEACP dans ce domaine ont été menées autant que possible en parallèle et en cohérence avec le programme EDES, grâce à l'élaboration de « modules » adaptés aux divers éléments structurant d'un système de contrôles officiels cités précédemment, en répondant à la plupart des besoins connus à travers les missions d'analyse et/ou les rapports de l'OAV (dans ces cas précis, il s'agissait d'interventions sur mesure). Pour être efficaces, les systèmes nationaux de management de la sécurité sanitaire des aliments nécessitent des **professionnels, publics comme privés, compétents et qualifiés** dans tous les secteurs et à tous les niveaux, depuis la production primaire jusqu'aux décideurs politiques. Cette main-d'œuvre doit être composée de personnel impliqué **dans tous les aspects de la sécurité sanitaire des aliments**, y compris la surveillance, la conformité, la veille réglementaire, l'analyse en laboratoire, l'enquête épidémiologique et l'intervention d'urgence en cas de crise alimentaire.

Le système de gestion de la sécurité sanitaire étant basé sur l'analyse des risques, les activités développées par EDES en matière d'amélioration des « Processus opéra-

tionnels » visaient à renforcer la capacité de l'ensemble des parties prenantes à mettre en œuvre un système de gestion structuré et formalisé autour des 3 composantes : l'évaluation des risques (processus scientifique permettant de rendre un avis), la gestion des risques (qui incombe en partie aux Autorités compétentes et en partie aux opérateurs privés) et la communication sur les risques (qui permet d'informer toutes les parties prenantes et les acteurs extérieurs au système).

En termes de résultats à atteindre, il s'agissait que :

- Les services d'inspection fonctionnent sur l'ensemble de la chaîne alimentaire avec efficacité, efficacité, indépendance et transparence pour effectuer des contrôles dans le respect de principes conformes aux normes UE ;
- Les opérateurs respectent les Bonnes Pratiques et disposent de systèmes performants de gestion de la qualité sanitaire (basé sur l'HACCP) et, au niveau d'un secteur, d'un système d'autocontrôle ;
- Des services pérennes de laboratoires techniquement compétents soient aidés à se rendre disponibles au niveau régional et/ou national pour fournir de manière efficace, efficiente et rentable des analyses d'aliments à des clients officiels et industriels, par l'application des principes d'accréditation.



L'intervention du COLEACP et de ses partenaires via l'EDES s'est déroulée, le plus généralement, en **4 étapes** :

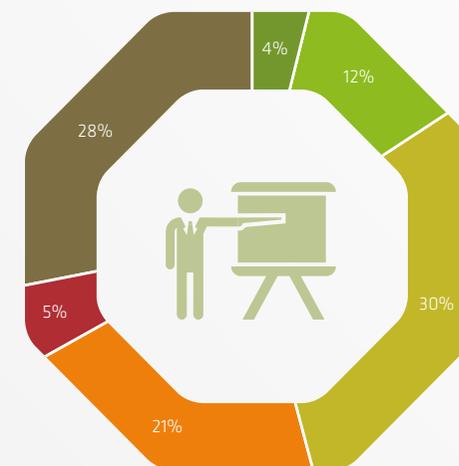
- **Etape 1 : Campagne ciblée de sensibilisation et d'information (« workshops » nationaux, préparés avec l'aide de consultants locaux).**
- **Etape 2 : Etablissement d'un accord-cadre (MoU) avec les Autorités de tutelle**
- **Etape 3 : Demandes spécifiques des bénéficiaires (MoA).** En fonction de l'accord-cadre, des « protocoles d'entente spécifiques »
- **Etape 4 : Interventions du programme EDES.**



Toutes les thématiques d'un système de contrôle de la qualité sanitaire des aliments ont été abordées. Logiquement, le plus gros de l'effort a porté sur les 3 thématiques identifiées comme prioritaires : « Evaluation des risques » (39 sessions), « Contrôles officiels » (100 sessions) et les « Laboratoires » (65 sessions), ces thèmes représentant **62% des actions** de formation. On observe que les activités de formation pour le secteur privé (SMQS : mise en place de systèmes de management de qualité sanitaire + Animations pédagogiques pour la mise en place des Bonnes Pratiques dans une filière) représentent un peu moins de 34% de l'ensemble des sessions.

*“ les systèmes nationaux de management de la sécurité sanitaire des aliments nécessitent des professionnels, publics comme privés, compétents et qualifiés dans tous les secteurs et à tous les niveaux ”*

Répartition des formations COLEACP EDES par thématique (de 2010 à 2015)



- Gouvernance (15)
- Risques (40)
- Contrôles officiels (100)
- Laboratoires (69)
- SMQS (18)
- Animations pédagogiques (93)

## FORMATION

Le COLEACP a mis au point un système de formation qui est coordonné par une équipe centralisée et mis en œuvre principalement par des experts et des prestataires de services locaux. La portée de la formation couvre un large éventail de sujets dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et de la durabilité. La formation elle-même est soutenue par des documents et des outils de formation, y compris des modules de cours, des guides de formation, des aides à la formation pour les employés de l'entreprise et les petits exploitants, entre autres. Le système intègre et propose aux apprenants également une plate-forme de e-learning pour l'apprentissage à distance. Ces matériaux et cours sont révisés et mis à jour régulièrement et de nouveaux modules sont développés en fonction des besoins et nouvelles exigences du marché.



### Formations dans la filière fruits et légumes

#### Formations individualisées dans la filière fruits et légumes

Les formations en entreprise (FE) sont réalisées pour répondre à une demande spécifique, à un besoin particulier d'une organisation, et mises en place au sein même des structures bénéficiaires du programme. Ces FE sont complémentaires aux formations collectives. Elles permettent :

- de répondre à une demande spécifique provenant de l'entreprise, le prestataire devant élaborer un programme de formation qui tient compte des réalités de l'entreprise et de ses attentes particulières ;
- de travailler de manière plus pratique à la résolution des problèmes que connaît l'entreprise, à travers des exercices pratiques proposés directement sur le lieu de travail (application directe des notions apprises) ;
- d'avoir un plus grand nombre de personnes formées au sein de l'entreprise, ce qui renforce les compétences en interne et peut améliorer la continuité dans la transmission des connaissances ;
- de pouvoir travailler, avec le personnel des entreprises, sur les plans de formation à réaliser en interne (programme, contenu, ressources, etc.). En effet, ces formations en entreprise ont le double objectif de former le personnel sur des thèmes techniques (hygiène, protection des cultures, traçabilité, bonnes pratiques, audit interne, etc.), et de renforcer ses capacités à assurer la formation interne à l'entreprise (c'est la formation d'animateurs internes).





Sur l'année 2015, 55 formations ont été réalisées pour un total de 619 participants dont plus d' 1/4 sont des femmes, soit 497 personnes formées (dont 135 femmes). Ces formations totalisent 2 766 personne-jours de formation. Depuis le début du PIP2, le nombre total de formations sur site (FE) pour les entreprises, groupements de producteurs et structures relais se présente comme suit :

	Nb total /type formation	Nb de participants	Femmes participantes	Nb de personnes formées	dont femmes formées	Nb de p.j de formation	Nb de pays d'origine
Formations individualisées	422	5 556	1 546	3 958	1 161	25 435	22

### PREMIÈRE FORMATION AU LIBÉRIA

Au Liberia, une formation sur les bonnes pratiques d'hygiène au champ et à la station de conditionnement s'est tenue en mars 2015. Il s'agit de la première formation organisée dans le cadre du PIP2 dans ce pays, elle a dû être reportée plusieurs fois en raison de l'épidémie d'Ebola sévissant dans la région. L'entreprise bénéficiaire, Grain Coast Farm Inc., a démarré ses activités en 2011 et promeut une horticulture biologique et équitable. Son chef d'entreprise est soucieux d'améliorer la qualité de ses produits, tout en incitant les acteurs et les coopératives locales à développer leurs activités dans son sillage : il a d'ailleurs invité des participants de plusieurs organisations de producteurs à se joindre à la formation : le CHAP (Community of Hope Agriculture Project), le CYNP (Community Youth Network Program) et le GCAP (Green Coast Agriculture Program).

La mission d'animation de la formation a été confiée à un expert ghanéen formé par le COLEACP/PIP et qui a saisi cette opportunité pour acquérir une première expérience régionale. Les bénéficiaires ont pu directement mettre en œuvre les acquis de la formation pour limiter les risques de contamination et de dégradation des récoltes, et ont désormais acquis une meilleure vue d'ensemble de l'organisation de leur travail par filière, avec la perspective de développer un système de traçabilité.

Le nombre total de formations individuelles techniques - pédagogiques et qualifiantes (DRC) pour les consultants, instituts de formation, structures relais, associations professionnelles et services de vulgarisation depuis le démarrage du PIP2 figure dans le tableau ci-après :

	Nb total / type formation	Nb de participants	Femmes participantes	Nb de personnes formées	dont femmes formées	Nb de p.j de formation	Nb de pays d'origine
DRC	87	274	NA	NA	NA	1 118	19

## Formations collectives dans la filière fruits et légumes

La tenue de formations collectives reste nécessaire pour consolider le socle commun des connaissances et des compétences du personnel des entreprises et des structures d'encadrement des petits producteurs. Par ailleurs, ces formations sont toujours très appréciées des bénéficiaires. Elles ont l'avantage de permettre la rencontre de participants de différentes structures, de différentes filières et parfois même de différents pays. Ce sont des moments privilégiés d'échanges et de partages de leurs expériences sur des sujets communs. À la suite de ces formations collectives, un appui plus spécifique peut être organisé pour répondre au cas particulier de l'entreprise, la base commune ayant été acquise. Le choix des thèmes abordés au cours des formations collectives sur la période résulte des échanges et des discussions avec les responsables géographiques, et le calendrier des formations a été adapté au fur et à mesure, en tenant compte des besoins des bénéficiaires. Sur cette période en particulier, il a été décidé de donner un net avantage aux formations collectives par rapport aux formations sur site. En effet, il y avait d'abord une réelle volonté de **sensibiliser largement les bénéficiaires à la durabilité**, et notamment sur des thématiques liées telles que l'éthique et la responsabilité sociétale. Et puis, plusieurs pays d'intervention du PIP ont été confrontés à des **crises phytosanitaires**, dans la résolution desquelles, des formations collectives se sont avérées particulièrement efficaces pour toucher rapidement, par le biais de la cascade de formation, le plus grand nombre d'opérateurs. Enfin, étant dans la dernière année de mise en œuvre du programme, les formations collectives permettent de toucher à moindre coût, un plus grand nombre de bénéficiaires et contribue donc à diffuser plus largement les bonnes pratiques.



Ainsi en 2015, ce sont **29 ateliers qui ont été organisés au lieu des 15 prévus** lors de la programmation. Les principales thématiques du COLEACP/PIP ont été couvertes, mais 2 axes se dégagent principalement : la *durabilité* et les *problématiques phytosanitaires*. Cette dernière thématique a systématiquement été associée à un important volet pédagogique pour faciliter la démultiplication et dans plusieurs cas, l'apprentissage d'un outil de formation, spécifiquement conçu, était au cœur de la formation. On a comptabilisé **408 participations de 193 entreprises différentes**. Certains participants ayant suivis plusieurs formations, ce sont en fait **358 personnes** qui ont été formées au cours de cette année, dont 80 femmes (22 % des formés – pourcentage en hausse depuis la période précédente qui comptait 20% de femmes formées). **102.5 jours de formation** ont été donnés en salle et **53.5 jours de coaching individuel**. Ce qui représente **1519 personne.jours de formation**, soit 1206 hommes.jours et 313 femme.jours.

Pour la préparation, l'organisation et l'animation de ces formations collectives, le COLEACP/PIP a eu recours à **100% d'expertise ACP, locale ou régionale**. De plus, dans le cadre du renforcement de capacités des experts locaux, certaines formations collectives ont fourni l'occasion de coacher de nouveaux formateurs du COLEACP/PIP.

Depuis le début du PIP2, le nombre total de formations collectives pour les entreprises, groupements de producteurs et structures relais depuis le démarrage du PIP2 se présente comme suit :

	Nb total /type formation	Nb de participants	Femmes participantes	Nb de personnes formées	dont femmes formées	Nb de p.j de formation	Nb de pays d'origine
Formations collectives	136	2 147	454	1271	292	7562	18

Le nombre total de formations de formateurs (FF) et de formations de formateurs de formateurs (FFF), pour les consultants, instituts de formation et structures relais a été depuis le démarrage du PIP2 :

	Nb total /type formation	Nb de participants	Femmes participantes	Nb de personnes formées	dont femmes formées	Nb de p.j de formation	Nb de pays d'origine
FF	36	363	92	244	61	2 652	35
FFF	4	45	8	36	7	636	11

Enfin le nombre total de formations collectives techniques (FAT) pour les consultants, instituts de formation, structures relais, associations professionnelles et services de vulgarisation depuis le démarrage du PIP2

	Nb total /type formation	Nb de participants	Femmes participantes	Nb de personnes formées	dont femmes formées	Nb de p.j de formation	Nb de pays d'origine
FAT	48	596	158	391	114	1 817	19

## Formations dans le domaine SPS et dans les autres filières que fruits et légumes (café, cacao, pêche)

Les deux groupes cibles suivants sont concernés :

- les acteurs publics (autorités compétentes, services d'inspection, laboratoires, Comités SPS, agents des douanes, ...)
- les acteurs privés (fédérations/associations professionnelles et tous les opérateurs intervenant dans la chaîne alimentaire).

A fin 2015 et depuis le début du programme EDES, 335 sessions de formation ont été dispensées pour 47 pays ACP sur les thématiques suivantes :

- Systèmes de sécurité sanitaire des aliments : analyse de la situation
- Renforcement des systèmes de sécurité sanitaire des aliments
- Organisation des contrôles officiels
- Organisation et méthodologie de l'évaluation du risque sanitaire
- Réalisation des contrôles officiels-inspections
- Le plan d'échantillonnage et les contrôles officiels
- Management des laboratoires
- Organisation et accréditation des laboratoires
- Systèmes de management de la sécurité sanitaire en entreprise
- Communication sur les risques
- Business Plans pour les Laboratoires



Plus précisément on a compté :

- **108 sessions de formation transversale** (32,2% de « Packages ») et **227 formations spécifiques** (68,6% de formations sur mesure), totalisant **1724 jours de formation** pour les bénéficiaires.
- **5282 bénéficiaires** (secteurs publics et privés, laboratoires compris) qui ont participé aux diverses **activités de formation**, dont **31,51% étaient des femmes** (toutes formations confondues), **61% (3217) appartenaient au secteur public et 39% (2065) au secteur privé.**
- Un total de **309 memoranda de formation** (*Training Memorandum*) qui ont été définis avec des experts ACP pour le renforcement de leurs capacités individuelles, notamment par des formations dispensées par le Programme. Ces personnes constituent un vivier d'experts favorisant la pérennité des activités d'EDES.
- **902 experts ACP** qui ont suivi une formation de formateurs. Les activités de formation et d'assistance technique d'EDES s'appuient sur des compétences locales de consultants ACP et d'organismes d'appui. Sur un total de 335 sessions, 254 formations ont été dispensées par



des experts ACP (soit 76% de formations impliquant des experts ACP dans les sessions). contre 81 formations par des formateurs UE).

- Le personnel de **223 associations de petits producteurs et agences publiques de vulgarisation**, dans 16 pays, qui ont été formés à l'animation de séquences de vulgarisations de ces AP (filières café/cacao (Côte d'Ivoire, Cameroun, Ghana, Togo, Nigéria et OECS), fruits/Légumes (République dominicaine, Burkina Faso), Pêche (Sénégal, Côte d'Ivoire et Mauritanie) ;

Les 3 « Packages » les plus souvent organisés (**64% du total**) sont les Packages de formation 3 (Organisation des contrôles officiels), 4 (Organisation et méthodologie de l'évaluation du risque sanitaire) et 5 (Réalisation des contrôles officiels).

## Outils techniques au service du renforcement des capacités de contrôle SPS des ACP

- **200 cahiers techniques téléchargeables**, en français et en anglais, notamment sur les thèmes suivants : système de sécurité sanitaire basé sur l'analyse des risques, y compris en santé végétale ; évaluation des risques, méthodes de formation ; traçabilité et étiquetage ; rôles et activités des contrôles officiels ; gestion des laboratoires ; validation des méthodes d'analyse ; etc.
- **Une plateforme de formation en ligne** avec 4 parcours de formation en français et 4 en anglais, à destination : (1) des opérateurs du secteur agro-alimentaire ; (2) des responsables de laboratoires ; (3) des évaluateurs de risques ; (4) des inspecteurs-contrôleurs. Plus de 675 élèves en ligne actifs pour les cours disponibles en fin 2015.
- **11 Guides d'Animations pédagogiques (AP)** relatifs à chacun des 11 Packages thématiques, destinés aux formateurs ACP (en français et en anglais).

- **3 Mallettes Pédagogiques** (flip-chart, cahier et guide du formateur) pour les filières du Cacao, du Café et du Poisson (« Animations Pédagogiques »).

## Formation des petits producteurs

Le nombre très élevé de petits producteurs participant à la filière d'approvisionnement horticole signifie que pour mettre en place un programme incluant tous les acteurs des pays ACP, il serait difficile de prévoir une formation directe des personnes. Le COLEACP a préféré former les petits producteurs via des intermédiaires en utilisant



l'approche en cascade de formation des formateurs. La principale voie visait des sociétés qui s'approvisionnaient auprès des petits producteurs et qui étaient les mieux placées (du point de vue financier, technique et organisationnel) pour offrir une assistance technique continue. Un objectif clé du COLEACP était d'aider les sociétés à mettre en place des systèmes efficaces et durables pour le soutien et la gestion de leurs petits producteurs fournisseurs. Par le biais de l'approche en cascade, les gestionnaires de plantations satellites ont été formés pour devenir des « formateurs internes » responsables à leur tour de la formation de groupes de petits producteurs ; le COLEACP les a aidés à mettre en pratique la formation. Les réponses à l'enquête de 2015 auprès des sociétés ont indiqué que dans l'échantillon étudié, 49 % des exploitants de plantations satellites avaient reçu une formation dispensée par des formateurs internes (sociétés).

La plupart des autres étaient formés par l'intermédiaire de structures relais locales ayant reçu un soutien plus intensif de la part du COLEACP à partir de 2012. Les structures relais incluaient des ONG et des services de vulgarisation (publics ou privés). Elles étaient particulièrement importantes pour toucher les petits producteurs qui approvisionnaient le secteur, mais qui n'étaient pas affiliés ou sous contrat avec une société donnée.

Au-delà de la filière fruits et légumes, le staff de 231 associations de petits producteurs, dans dix pays, a été formé à l'animation de séquences de vulgarisation pour les filières Cacao et Café (Côte d'Ivoire, Cameroun, Ghana, Togo et Nigéria) Fruits/Légumes (République Dominicaine, Burkina Faso), Poisson (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mauritanie) et filière fromage frais au Cap Vert.

## E-learning : nouvelles filières, nouveaux apprenants

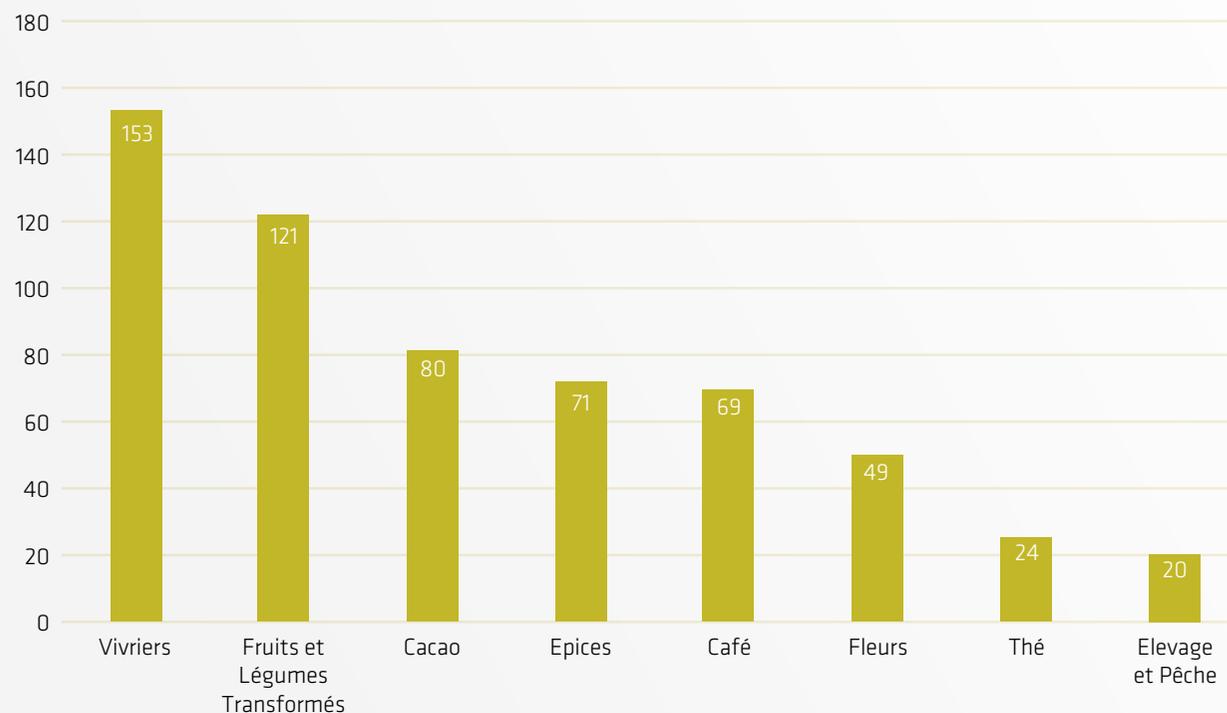
Une procédure simplifiée a été élaborée pour permettre d'ouvrir la plateforme du COLEACP/PIP à d'autres bénéficiaires lorsque ceux-ci, sans être des cibles directes du PIP, sont néanmoins impliqués dans les filières agricoles des pays ACP et agissent de près ou de loin dans l'intérêt des petits producteurs ACP. Ces acteurs peuvent ainsi bénéficier du système de formation à distance du COLEACP/PIP, ainsi que de tous les supports de formation et du

système d'information du programme. Au total, sur la période, 466 nouveaux accès ont été créés, émanant de 483 demandes reçues. Certains, parmi ces nouveaux apprenants, sont issus de pays où le PIP n'intervient pas directement (Djibouti, République Centrafricaine, Haïti, Malawi, Papouasie Nouvelle Guinée, Guyane, Tchad) ou depuis peu (Nigeria, Rwanda, Burundi, Suriname, Niger,

République démocratique du Congo). L'ouverture de la plateforme à un plus large public a permis à d'autres secteurs d'activités de profiter de cet outil (inspection et contrôle, transformation, microfinance, enseignement, ...). Ce sont aussi des opérateurs d'autres filières agricoles qui ont pu accéder à nos outils de formation. Le graphique ci-dessous précise l'origine des demandes :



e-learning accessible à d'autres filières



A fin décembre 2015, on dénombrait **1749 accès donnés**, **1426 apprenants** qui naviguent sur la plateforme, soit 47% de plus de l'an passé (964 apprenants).

Si cet outil de formation à distance ciblait au départ, en priorité les experts et consultants, les nouveaux développements (modules introductifs) ainsi que son intégration dans le dispositif de formation, comme étape préparatoire, ont facilité l'adhésion des autres public cibles du COLEACP/PIP. Ainsi, on compte aujourd'hui :

- **305 apprenants issus des entreprises**, ce chiffre est en évolution constante (190 en 2014, 80 en 2013)
- **392 autres bénéficiaires** (ONG, OP, relais, services publics de vulgarisation...)
- **201 enseignants et étudiants** (l'université de Madagascar est particulièrement présente et active dans la plateforme)
- **528 experts et consultants**, qui restent les utilisateurs majoritaires.

En moyenne, 58% des inscrits à un cours parviennent jusqu'au test certificatif et choisissent de passer ce test. Parmi ceux qui passent le test, **71% le réussissent**. Ce taux est très bon et assez stable par rapport aux années passées. Au 30 novembre 2015, **1619 certificats** ont été émis.

**Plus de 675 apprenants venant de 41 pays ACP (et certains d'UE) ont été actifs en ligne** quand les 4 parcours ont été accessibles sur la plateforme EDES. La plateforme d'E-Learning permet surtout une remise à niveau des connaissances, à son propre rythme.



**1426  
apprenants**

**71%  
de réussite**

**1619  
certificats**

## INFORMATION ET COMMUNICATION

L'activité du département Infocom du COLEACP a été marquée en 2015 par une action soutenue au service de la visibilité du COLEACP, des résultats de ses programmes PIP et EDES et des fondements du programme futur pour que celle-ci contribue à sensibiliser les prescripteurs et financeurs potentiels de l'action à venir du COLEACP. Le service a continué en 2015 à fonctionner comme un département Infocom COLEACP-PIP-EDES, dans le cadre du renforcement des capacités de l'association et de la recherche de synergies et d'économies d'échelles.

L'année 2015 a été également marquée par **l'évaluation finale du programme COLEACP/PIP** et donc en particulier de son activité d'information et de communication. L'évaluation a conclu de la manière suivante : « Le programme a mis en place un système d'information et de communication opérationnel et efficace qui a permis de rendre disponibles des informations actualisées concernant le secteur, les activités et les résultats du PIP. Les parties prenantes du programme, dont les bénéficiaires, se disent très satisfaits du système ». Les bénéficiaires du PIP2 ont estimé en effet à plus de 90% que le système d'information et de communication du programme est depuis 2010 satisfaisant voire très satisfaisant (enquête de satisfaction conduite auprès de 708 bénéficiaires du PIP2).

2015 a été aussi une année de **clôture du programme PIP et du programme EDES** ce qui a engendré des activités spécifiques à la finalisation de chantiers Infocom tels que la production d'outils (e-learning, outils de formation, rapports sur les essais en champs), la préparation de futurs

supports tels que la valorisation du contenu des sites Internet du PIP et d'EDES, ou le bilan de l'action du PIP2.

Dans ce contexte, le département Infocom a contribué à renforcer durablement les services de l'association par des actions relevant de la communication corporate et de l'information technique. Par exemple : la production d'un second rapport annuel, l'enrichissement du site portail du COLEACP et de ses programmes, l'enrichissement en contenus de la plateforme de e-learning, la conception et l'organisation ou l'accompagnement d'événements à forte visibilité sur la scène internationale (JEDs, Fruit Logistica, Expo Milano, réunion régionale au Vanuatu, Galas ACP) ou la rédaction, production et diffusion de nouveaux magazines HORIZONS. Sur un plan interne, la conception et mise en œuvre de réunions d'information COLEACP-PIP-EDES dans un contexte particulier de fin de programmes auront permis également de contribuer à la mise en cohérence des actions de l'association et de ses deux programmes (PIP et EDES).

Le système d'information et de communication du COLEACP/PIP a été consolidé sur la période pour remplir sa fonction première de transmission d'informations actualisées concernant l'évolution du secteur ainsi que les activités et les résultats du PIP, auprès des parties prenantes (ACP et UE) au développement de la filière horticole ACP. En particulier, les bénéficiaires ont pu avoir accès aux matériels et outils du PIP et d'EDES grâce à un enrichissement régulier des sites Internet du PIP et grâce à EDES, l'envoi de flash infos par voie numérique, le développement de nouveaux modules pédagogiques interactifs sur la plateforme de e-learning et l'envoi postal de matériel au moment d'événements, de formation ou de missions d'experts. L'évolution positive des statistiques de consultation des plateformes Internet (site et formation à distance) illustrent le fait que

les acteurs ACP de la filière sont de plus en plus informés des exigences du marché européen et sur les moyens d'y faire face.

La communication événementielle du programme sur la période (Fruit Logistica 2015) et les relations pressions professionnelles du COLEACP/PIP (Eurofruit, ...) ont permis d'assurer une information auprès des acheteurs européens de fruits et légumes. Des événements (JEDs 2015, Expo Milano 2015, multiples réunions avec la CE et le Secrétariat Général ACP) et des relations publiques institutionnelles UE et ACP ont contribué aussi à sensibiliser les décideurs européens en matière de coopération au développement à l'importance de l'horticulture dans la lutte contre la pauvreté ainsi que sur la nécessité d'une adaptation des normes qui conditionnent l'accès au marché européen pour les produits horticoles ACP.

### Principaux événements 2015

- Fruit Logistica 2015 (Berlin février 2015, 60 000 visiteurs) ;
- African Belgium Business week, (Genval, Avril 2015)
- EU-Africa B2B forum, (Mons, Mai 2015)
- Journées Européennes du Développement (4 événements + stand) (Bruxelles, Juin 2015)
- Séminaire régional « Supporting the agri-food sectors in Vanuatu and more broadly in the Pacific Region) (Vanuatu, Juin 2015)
- Assemblée Générale du COLEACP (Paris Rungis, Juin 2015)
- Gala ACP (Bruxelles, Juin 2015)
- Exposition universelle EXPO MILANO 2015, (Séminaire de l'UE/DG AGRI) (Milan, Octobre 2015)
- Atelier de restitution de résultats dans nouvelle filière d'intervention (Mauritanie, Octobre 2015)



Concernant spécifiquement l'Expo Milano, événement exceptionnel pour cette année 2015, rappelons qu'il s'agissait d'un séminaire de haut niveau de la Commission européenne organisé les 14-15 Octobre 2015 à Milan intitulé «Les investissements dans l'agribusiness en partenariat avec les organisations paysannes dans les pays ACP». Le séminaire a été mis en œuvre en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat ACP, la PAFO, la BEI, le COLEACP et le CTA. 200



acteurs représentant les secteurs agricoles privé et public UE et ACP étaient présents et participatifs. Le COLEACP a été particulièrement impliqué dans la mise en place de l'un des trois ateliers techniques de la première journée, à savoir, "Investir dans la valeur ajoutée des chaînes agro-alimentaires en vue d'un développement durable et inclusif"; Le COLEACP a ainsi contribué à la visibilité de l'UE à l'une ses participations majeures à l'exposition universelle 2015.

Si on considère en plus des événements, les formations, fin 2015, le monitoring des programmes PIP et EDES montre que **le COLEACP organise en moyenne 1 formation par jour en pays ACP**. Autant d'occasions de visibilité pour l'UE.

Les activités Infocom liées au renforcement durable des capacités de la filière horticole ACP ont été concentrées sur le RC de l'association COLEACP, de quelques associations professionnelles en fonction de leurs demandes et en collaboration avec les responsables géographiques du COLEACP/PIP (ex : Poivre de Penja au Cameroun, CAFAN, ROPPA, EAAF, Associations institutionnelles ACP à Bruxelles) et d'une première mobilisation des associations du secteur fruits et légumes (réunion pendant Fruit Logistica 2015, production d'un livret réseau des OPs). En capitalisant sur les acquis, les résultats et les savoir-faire du programme PIP, les services de l'association ont ainsi pu être consolidés dans leur présentation (cf portail Internet, nouvelle animation video présentant le COLEACP) et promotion auprès des acheteurs du marché européen et des acteurs de la filière horticole ACP. L'ensemble des actions Infocom du COLEACP/PIP et de leurs résultats

auprès des 5 groupes cibles ont ainsi contribué à améliorer l'attractivité et la visibilité de l'origine ACP.

A l'instar des années précédentes, rappelons également que le service Infocom a continué en 2015 à favoriser l'utilisation de techniques respectueuses de l'environnement telles que :

- La diffusion d'informations par voie numérique (audio-visuels, site Internet, emailings, e-learning, téléconférence...)
- L'impression sur papier recyclé selon des technologies écologiques (ex : encres végétales, impression sous label FSC)
- La réutilisation de matériaux (remontage du stand de 60 m<sup>2</sup> du COLEACP à Fruit Logistica lui-même fait à partir de matériaux recyclés)

## Magazine du COLEACP et de ses programmes

Les magazines HORIZONS n°1, n°2, n°3 ont continué d'être diffusés aux différentes cibles du programme. Par ailleurs, sur la période, le programme a produit les numéros n°4 et n°5, respectivement consacrés à la Recherche et Développement (l'innovation) et à la vision du COLEACP quant au futur de l'action à conduire au service de la compétitivité et de la durabilité des PME ACP dans le secteur agricole. Ils ont été produits en français et en anglais.

L'évolution de la charte graphique du COLEACP, réalisée en 2014, a été intégrée à partir de l'HORIZONS n°3.



Horizons n°1



Horizons n°2



Horizons n°3



Horizons n°4

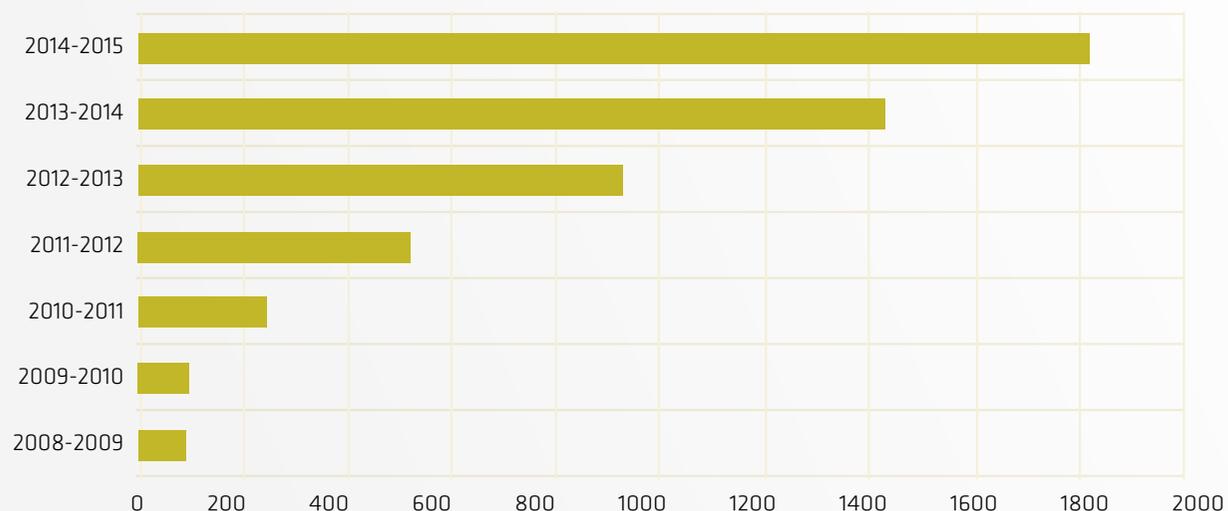


Horizons n°5

## Bilan fin 2015 (Clôture du PIP Phase 2 et d'EDES)

- 500 supports d'information, de formation et de communication produits et diffusés par le COLEACP
- 30 événements / an
- 30 flashes/an
- 5 sites Internet, 30 000 visiteurs uniques
- 2 plateformes de e-learning

Evolution 2009-2015 du nombre d'inscrits sur la plateforme de e-learning du PIP



### Plus précisément depuis le début de la phase 2 du COLEACP/PIP,

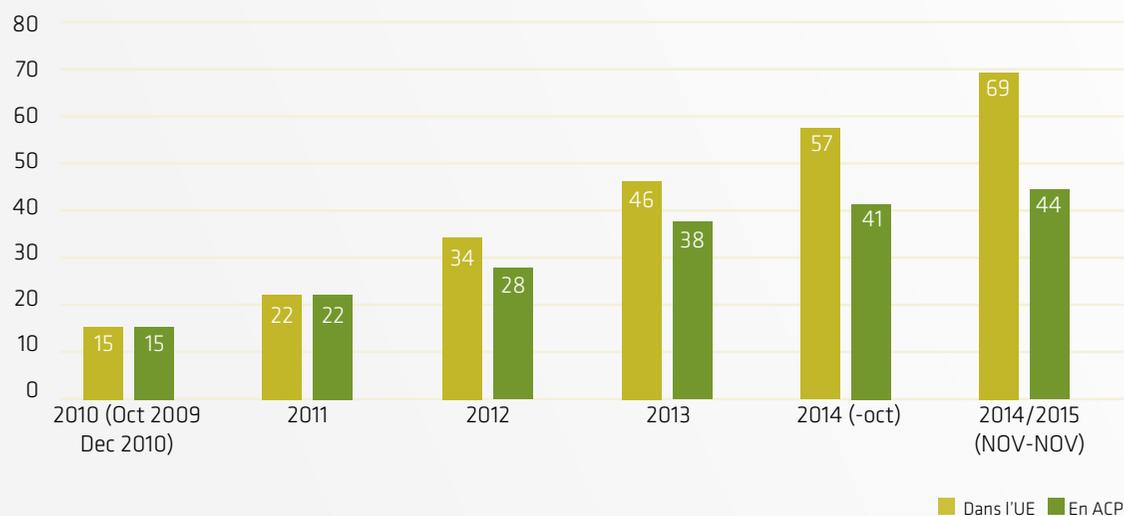
Le service Infocom a diffusé de l'information et des outils via :

Moyens Infocom	2010 (Oct 2009 Dec 2010)	2011	2012	2013	2014 (-oct)	2014/2015 (nov-nov)	TOTAUX CUMULES
Flash infos	25	12	17	15	19	13	101
Evénements dans l'UE	15	7	12	12	11	12	69
Evénements en ACP	15	7	6	10	3	3	44
Articles dans la presse en ACP	40	8	7	15	14	3	87
Articles dans la presse dans l'UE	15	9	7	5	9	5	50
Envois postaux vers bénéficiaires ACP	200	120	630	240	60	75	1325



Depuis le début d'EDES, Ce sont 100 ateliers et 300 formations qui ont été organisées en pays ACP, impliquant à chaque fois les représentants des autorités compétentes et des professions agricoles concernées. Certains de ces ateliers font l'objet de communication dans la presse.

Cumul des événements sur la période 2009-2015



Thèmes traités	Nombre de cahiers techniques par thème
Système de sécurité sanitaire	16
Réglementation et normes	6
Évaluation des risques	6
Méthodes de formation	10
Communication sur les risques	6
Systèmes d'autocontrôle	6
Traçabilité et étiquetage	4
Gestion des laboratoires	10
Procédures	8
Sous-produits animaux	4
Enregistrement des produits	4
Contrôles officiels	20
Total	100

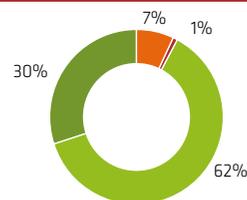
Par ailleurs, depuis 2012, 50 newsletters d'EDES ont été envoyées au réseau de contacts du COLEACP.

Dans le cadre de l'évaluation finale du PIP, une enquête menée auprès des bénéficiaires du programme en juillet 2015 a révélé les résultats principaux suivants :

Globalement, les bénéficiaires du PIP2 ont estimé ainsi à plus de 90% que le système d'information et de communication du programme est depuis 2010 satisfaisant voire très satisfaisant.

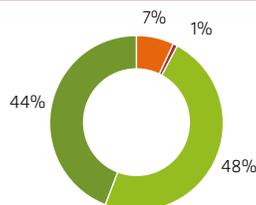
**Vous estimez que la qualité et la fréquence des envois d'informations sur les activités et les résultats du PIP2 ont été depuis 2010**

Moyennement satisfaisantes	22
Pas satisfaisantes	2
Satisfaisantes	211
Très satisfaisantes	103
<b>Total général</b>	<b>338</b>



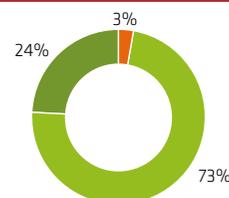
**Vous estimez que le système d'information et de communication du PIP2 (site Internet + emailings/flash infos + magazine + diffusion de matériel technique et de formation) est depuis 2010**

Moyennement satisfaisant	23
Pas satisfaisant	2
Satisfaisant	164
Très satisfaisant	149
<b>Total général</b>	<b>338</b>



**Les documents techniques que vous a adressés le PIP2 depuis 5 ans (itinéraires techniques, guides de production, brochures techniques, outils de formation, supports pédagogiques) vous ont été**

Moyennement satisfaisants	9
Pas satisfaisants	247
Satisfaisants	82
Très satisfaisants	
<b>Total général</b>	<b>338</b>



- Enquête interne réalisée au mois de juillet 2015 auprès de 708 bénéficiaires du PIP2,
- Basée volontairement sur trois questions simples et directement liées aux indicateurs prévus dans le cadre logique du programme ,
- Envoyée et suivie par email et dont les résultats sont issus de l'interface « do list ».
- Au 30 juillet 2015, il a été de 47% soit 338 réponses.





En 2016, une série de 12 émissions de cuisine représentant 12 pays ACP (intitulée Excellences) sera diffusée sur Brussels Airlines au service de la promotion de l'origine ACP et de la qualité de ses productions agricoles.



## SÉMINAIRE RÉGIONAL AU VANUATU (PORT VILA, 23-25 JUIN 2015) - CONCERNANT L'IMPACT ET L'EFFICACITÉ DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

53 participants des États fédérés de Micronésie (EFM), de Kiribati, des Îles Marshall, de Samoa, des Îles Salomon, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Cook, de Fidji, de Niue, de Tonga et de Vanuatu qui représentaient leur gouvernement, des groupes communautaires et le secteur privé, ont été réunis à l'occasion du séminaire organisé par le gouvernement du Vanuatu en appui du secteur agroalimentaire national et dans la région du Pacifique. Les représentants d'organisations régionales et internationales dont le CTA, le CNUCED, la GIZ, le PIFS et la PIPSO étaient aussi présents, ainsi que l'ambassadeur des États de la Caraïbe orientale en Belgique.

L'atelier visait à examiner l'efficacité et l'efficience des programmes régionaux d'assistance technique, à débattre des contraintes nuisant à leur mise en œuvre et efficacité et à envisager de nouvelles manières de travailler pour tenir compte de ces défis particuliers auxquels font face les pays du Pacifique.

Regroupant les principaux acteurs du secteur, le séminaire a aussi été l'occasion de :

- présenter les programmes PIP et EDES à des bénéficiaires potentiels de la région Pacifique ;
- examiner comment les méthodologies et les outils actuels du PIP et d'EDES peuvent être appliqués et adaptés pour augmenter leur impact sur la région Pacifique ;
- réaliser un suivi de l'atelier organisé dans la région Pacifique en 2012, traitant des exigences de la région en termes de sécurité sanitaire des aliments ;
- trouver des partenaires clés dans la région Pacifique pour de futures activités du PIP et d'EDES dans cette région.

Dans son allocution d'ouverture, S.E. l'Ambassadeur Roy Mickey Joy a évoqué le besoin de soutenir et de développer le secteur de l'agribusiness dans le Pacifique, soulignant l'intérêt mondial porté sur la sécurité sanitaire des aliments et les vulnérabilités face aux changements climatiques et l'engagement des pays ACP en faveur du développement du secteur privé. Il a cité les travaux entrepris par diverses instances régionales et a pris note de la possibilité d'une plus grande collaboration avec des agences comme le COLEACP et le CTA, et avec des initiatives dans d'autres « petits États insulaires en développement » dans la Caraïbe.

## ANALYSE DES MARCHES

### Améliorer les conditions d'accès aux marchés des productions agricoles ACP

Les normes privées régissant la sécurité sanitaire des aliments contribuent au contrôle de la production, la fabrication et la distribution ; elles sont souvent plus complexes et strictes que les réglementations. Pour les fournisseurs des pays ACP, cela représente un environnement très difficile qui peut limiter leur capacité à pénétrer des marchés lucratifs dans les chaînes de valeur tant locales que mondiales. Même si les normes peuvent améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et créer des opportunités d'accès aux marchés, elles peuvent aussi être une barrière pour ces fournisseurs qui sont confrontés à des défis plus importants que leurs concurrents pour répondre à ces exigences en raison de leurs infrastructures plus pauvres, de la plus grande faiblesse de leurs capacités techniques, financières et institutionnelles et des investissements plus lourds, nécessaires pour mettre à niveau leurs exploitations. La certification peut aussi entraîner des transferts de coûts importants, le coût de la mise en conformité et de la certification étant répercuté sur la chaîne en amont, avec pour effet un impact négatif sur les exploitants aux faibles ressources. Pour accéder aux marchés, il faut respecter l'ensemble complexe de réglementations et de normes qui sont à présent imposées. Ainsi, alors que les accords du cycle d'Uruguay ont permis de lever certaines des barrières commerciales pour de nombreux pays en développement, les conditions d'accès aux marchés se sont par ailleurs durcies. La pression exercée par les normes privées ne devrait pas diminuer à l'avenir, étant donné que celles-ci ne s'appliquent plus seulement à la sécurité sanitaire des aliments, mais de plus en plus aussi à la durabilité, avec des demandes

accrues de programmes environnementaux et de normes du travail.

Le but du COLEACP d'aider les exportateurs des pays ACP à entrer sur le marché européen est double. En premier lieu, il se mobilise et œuvre au nom des fournisseurs des pays ACP pour s'assurer que les prescripteurs de réglementations et de normes comprennent et tiennent compte de l'impact de leurs décisions sur les pays ACP et remet en cause les barrières d'accès au marché inutiles ou injustes. En second lieu, il œuvre pour s'assurer que les outils et les recommandations nécessaires sont disponibles pour les fournisseurs des pays ACP, afin qu'ils puissent satisfaire les exigences réglementaires et commerciales, utiliser les bonnes pratiques agricoles et produire des aliments d'une manière durable.

En 2010, par le biais du Programme PIP, le COLEACP a été invité à rejoindre le Groupe de travail pour les marchés mondiaux (Global Markets Working Group) de l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire (GFSI). Il s'agit d'un groupe de travail technique dont les objectifs sont de mettre en place des prescriptions réglementaires et des protocoles volontaires relatifs à la sécurité alimentaire pour les entreprises moins développées. Les protocoles et les documents d'orientation ont été parachevés et lancés en 2013 après avoir été pilotés par le PIP dans des entreprises des pays ACP. En 2015, le COLEACP/PIP a été coopté dans un nouveau groupe de travail sur le développement de la version 2 des protocoles pour les marchés mondiaux.

Le COLEACP a participé activement à l'élaboration des exigences supplémentaires pour l'industrie horticole

relatives à la norme PAS 2050 (empreinte carbone) et faciliter l'application cohérente de la norme dans le secteur horticole. Il collabore avec la BSCI pour s'assurer que les exigences du programme ont bien été adaptées au contexte et à la situation des fournisseurs d'Afrique de l'Ouest.

Le COLEACP a participé aux Comités des parties prenantes de GLOBALGAP pour veiller à ce que les intérêts des pays en développement soient bien pris en compte lors de la révision du programme relatif aux cultures et des règlements généraux de la version 5. Le COLEACP via le PIP a effectué des audits pilotes et fait aussi pression pour vérifier que les CPCC nouveaux et existants étaient bien adaptés au contexte des pays ACP et aux petits producteurs en particulier. Ces CPCC couvraient la gestion de l'eau, le GRASP et les politiques sur les produits phytosanitaires. Le COLEACP via le PIP a aussi révisé le nouveau document d'orientation sur l'eau dans le but de réduire les éventuels impacts négatifs des nouvelles exigences sur les PME et les petits producteurs des pays ACP. Bon nombre de ces modifications ont été formellement adoptées par le comité technique des cultures et le Conseil de GLOBALGAP et incluses dans la version 5 de GLOBALGAP.

Une partie du site Internet du PIP a été développée pour donner accès aux informations les plus récentes sur les exigences réglementaires et de marché. Elle concerne une section sur les réglementations européennes relatives aux pesticides, avec deux principales composantes (a) le marketing et l'utilisation des pesticides et (b) les LMR des pesticides ; et une partie contenant des liens vers les règlements CE et les sites Internet de surveil-



lance pertinents. Une section séparée sur les normes privées décrit les grands principes et les principales normes relatifs à (a) la sécurité sanitaire des aliments et (b) la responsabilité sociale, avec plusieurs sous-sections à chaque fois.

Une sélection de présentations, publications et notes de synthèse sur les questions d'accès au marché est disponible et inclut :

- Une présentation pour le CESE intitulée « Overview of Organic Farming in ACP Countries and Implications of Proposed Regulatory Changes », fondée sur les informations compilées auprès des parties prenantes clés notamment les exportateurs des pays ACP, les importateurs européens, l'IFOAM et les MNAB.
- Présentation des normes de sécurité sanitaire des aliments. Publiées dans l'ouvrage « Food Safety, Market Organization, Trade and Development », édité par : Hammoudi A., Grazia C., Surry Y. et J-B Traversac. (Springer International Publishing AG, sous presse) (version finale).

- « Accessing International Markets: Some Challenges », document présenté à l'occasion du forum des affaires EU-Nigeria Business Forum, à Lagos.
- Note de synthèse du COLEACP intitulé « Plant Health Import Regime: Implications for African-Caribbean-Pacific Countries ». Ce document expose les préoccupations relatives aux propositions de modifications par la Commission européenne du régime de contrôle phytosanitaire à l'importation, en particulier les amendements 78-85 introduits par le rapport COMAGRI.
- « Evolving Challenges for the ACP Horticultural Export Sector: Case Study of the COLEACP/PIP » in « Meeting Standards, Winning Markets » Rapport 2010 de l'UNIDO sur le respect des normes commerciales.

Le COLEACP a facilité la création de 6 groupes de travail techniques nationaux GLOBALGAP : Ghana, Sénégal, Côte d'Ivoire, Ouganda, Tanzanie et République dominicaine. Un groupe informel a aussi été formé à Madagascar pour appuyer la mise au point des Directives d'interprétation du GRASP. Le COLEACP soutient la représentation de ces groupes lors des réunions GLOBALGAP internationales et recherche des moyens pérennes de s'assurer qu'ils participent au processus de consultation pour GLOBALGAP. Les rapports des groupes sur des activités ou missions particulières sont disponibles. Le COLEACP a été invité pour représenter les parties prenantes des pays ACP lors de l'étude « ASDA-IP-OXFAM Poverty Footprinting study » au Kenya. Cette étude est à présent publiée.

Le COLEACP est activement engagé dans le dialogue avec deux détaillants de l'UE en relation à leurs politiques et activités liées au développement en général, et aux petits producteurs en Afrique en particulier. Le COLEACP est en contact avec 5 détaillants de l'UE au moins pour la mise au point de la Charte de durabilité du COLEACP/





PIP. Sur la base des règles de Chatham House. Le COLEACP/PIP a représenté les entreprises des pays ACP dans un examen de la DG Marché Interne des « Pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement » et a mené une enquête sur les pratiques déloyales des détaillants européens et leur impact sur les entreprises des pays ACP. Les activités sont décrites dans une réponse officielle à la consultation sur un livre vert et divers rapports de réunions.

Par le biais d'un programme visant à améliorer les bénéfices sociaux et économiques de l'industrie horticole, le COLEACP a entamé un dialogue avec Traidcraft, ses partenaires kényans et un détaillant européen pour la mise en œuvre d'un programme d'étude au Kenya. Les résultats sont commercialement confidentiels.

Le COLEACP/PIP s'est activement engagé auprès des parties prenantes clés, notamment tous les grands supermarchés au Royaume-Uni, au cours d'ateliers organisés par le DFID pour leur programme *Capturing the Gains* qui explore la mise à niveau sociale et économique des fournisseurs des pays en développement dans des domaines incluant l'horticulture. Cette activité détaillée dans les rapports des réunions. Le COLEACP via le PIP continue de soutenir 4 plateformes nationales de concertation public-privé dans les pays ACP. Des liens ont été maintenus avec le programme ACP MTS qui prenait en charge la participation des pays ACP dans le cadre de l'OMC.

Le COLEACP via le PIP a appuyé le renforcement des capacités des autorités régionales de réglementation des pays ACP à s'engager avec le CODEX et sur l'évaluation des dossiers liés au GMPR/CODEX.

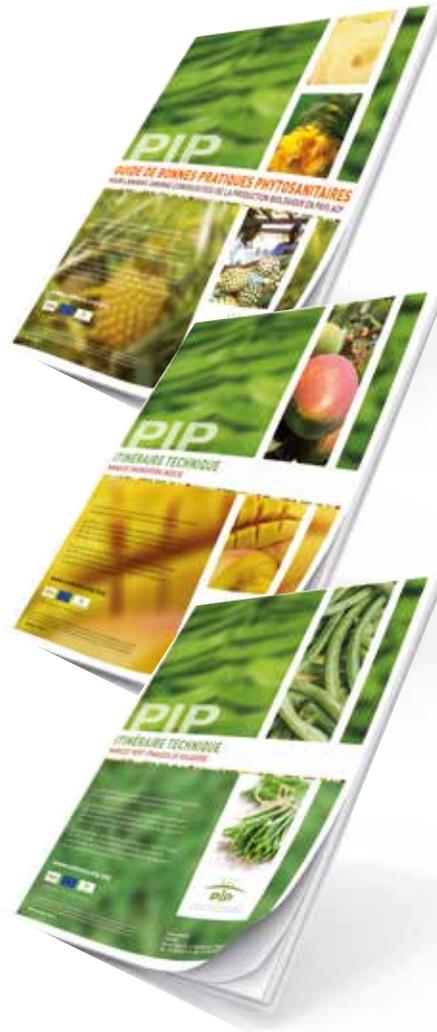


## INNOVATION ET DEVELOPPEMENT

### Des itinéraires techniques et guides de bonnes pratiques adaptés à l'évolution de la réglementation pour au moins 90% des flux d'exportation vers l'UE

Au total, 36 itinéraires techniques et guides ont été achevés. Des mises à jour conformes aux réglementations européennes ont été rendus disponibles sur le site Internet du COLEACP/PIP dans une base de données au format Excel (112 feuilles) ; elles ont été révisées tous les mois afin de s'assurer que les parties prenantes des pays ACP ont accès aux informations les plus récentes sur les LMR et règlements CE en général, pour ce qui est des principales cultures horticoles. Pour certains itinéraires techniques, les recommandations ont été étayées par des essais du COLEACP via le PIP sur les résidus de pesticides. Selon les estimations, ces itinéraires techniques et guides couvrent au total 90 % de l'ensemble des flux d'exportations horticoles des pays ACP vers l'UE.

Afin de réduire le risque de dépassement des LMR, le COLEACP fait actuellement des recherches sur le recours aux agents de lutte biologique. Plus de 40 producteurs de biopesticides ont été contactés ; à ce jour, plus de 100 différentes utilisations (produits phytosanitaires/ravageur ou maladie/culture) ont été testées sur 17 cultures au total, dans 7 pays. Suite à ces essais, des produits alternatifs de lutte contre les ravageurs ont été identifiés pour 20 problèmes de nuisibles (combinaisons ravageur-culture).



### Des itinéraires techniques adaptés aux marchés locaux et régionaux

28 itinéraires techniques et guides ont été actualisés pour inclure les LMR du CODEX (limite légale dans les pays ACP).

En outre, des guides et itinéraires simplifiés, mieux adaptés aux marchés locaux et régionaux ont été élaborés en tenant compte des retours des bénéficiaires (guides simplifiés pour les haricots verts et les pois à gousses, en particulier pour assurer le respect des LMR). Des dépliants simplifiés ont été produits en collaboration avec un projet national de la Banque mondiale portant sur les mouches de la mangue. Des documents simplifiés ont été préparés sur la bactériose de la mangue, la cochenille du papayer, Tuta absoluta et le faux carpocapse.

Le COLEACP s'emploie à soutenir l'enregistrement local des substances qui ont été soumises pour les LMR du CODEX pour s'assurer que les producteurs des pays ACP ont accès à des produits efficaces, abordables et licites.

## Tolérances import dans le cadre de combinaisons substance active – culture critiques.

Depuis 2009, des essais ont été réalisés sur des pois à gousses, des haricots verts, des tomates, les jeunes pousses à salade (*baby leaves*), le melon amer, l'aubergine, le melon, le piment et le chou pommé pour définir leur DAR respectant les LMR de l'UE ou du CODEX. Des travaux d'analyse et sur le terrain ont été entrepris dans le but d'obtenir des tolérances à l'importation (TI) pour le diméthoate, le tébuconazole, l'azoxystrobine/difénocnazole et la trifloxystrobine pour les cultures de haricots à gousses, pois à gousses et fruit de la passion.

La demande de tolérance à l'importation pour le tébuconazole dans les haricots/pois à cosses est en cours par ADAMA à leur demande. Les résultats des essais sur le diméthoate ont été soumis au fabricant (Cheminova). D'après les résultats qui ont montré des résidus relativement élevés, Cheminova a décidé de ne pas déposer de demande de tolérance à l'importation.

Un rapport sur les résultats des essais, le risque alimentaire et le statut du diméthoate dans l'UE a été rédigé pour PCBP qui a arrêté d'utiliser ce produit sur les pois et haricots à cosses au Kenya. Les demandes de tolérance à l'importation pour les LMR sur le fruit de la passion pour l'azoxystrobine/difénoconazole et le tébuconazole-trifloxystrobine ont été préparées en 2015. L'UE exige un enregistrement local (ainsi que l'étiquette locale) lors de la demande de TI et, étant donné que les produits ne sont pas encore enregistrés localement pour le fruit de la passion, la demande finale devra être déposée par Syngenta ou BCS.



## Des stratégies de luttes alternatives permettant des résidus de PPP minimum identifiées

Des produits alternatifs aux produits conventionnels et sans problématique de résidu ont été identifiés comme efficaces sur :

- les mouches des fruits sur mangue, concombre et piment
- les maladies post-récolte sur mangue
- les tétranyques sur maïs doux, papaye et aubergine africaine
- les cochenilles sur la papaye
- le faux vers rose sur l'avocat
- l'alternariose sur le fruit de la passion
- divers insectes piqueurs/suceurs sur le gombo
- *Helicoverpa armigera* sur la tomate
- les pucerons en culture de chou pommé, poivron, concombre et aubergine africaine
- les nématodes sur ananas

Les résultats de la R&D du COLEACP ont été diffusés aux utilisateurs finaux via les activités du PIP en formation et en assistance technique (+ site Internet).



## Solutions innovantes R&D et de gestion pour problèmes critiques en production

Depuis 2009 le COLEACP a répondu aux demandes d'appui de producteurs de fruits et légumes des pays ACP concernant des problèmes de production critiques et émergents. Parmi les actions on peut citer un travail en étroite collaboration avec les autorités nationales compétentes sur les alertes concernant les dépassements de LMRs et les organismes de quarantaine pour les produits exportés sur l'UE.

Ci-dessous quelques exemples du travail accompli:

- La R&D et le conseil technique du COLEACP/PIP ont contribué, en collaboration avec le programme EDES, à la mise en place d'un effort concerté pour aider les pays exportateurs de mangue à s'attaquer au problème des **mouches des fruits** et répondre aux exigences réglementaires de l'UE sur les résidus et les organismes de quarantaine (atelier régional organisé en collaboration avec des projets de la Banque Mondiale)
- Le problème de la **bactériose du manguier** a fait l'objet de collaboration avec le CIRAD, le CPI (Conseil Phytosanitaire Interafricain) et les Directions de protection des Végétaux (plans d'actions nationaux et régionaux, brochure et boîte à image, protocoles de tests de terrain).
- Le **faux carpocapse** (*Thaumatotibia leucotreta*) est devenu pour les producteurs/exportateurs de piment un nouveau sérieux problème suite à un contrôle accru à l'entrée en UE sur les organismes nuisibles de quarantaine. Des outils de formation sur l'identification et les méthodes de lutte ont été préparés pour servir lors de formations des agents de vulgarisation en Ouganda, Kenya et Ghana.



- En **cultures maraîchères** une série d'essais de **produits de biocontrôle** a été réalisée en collaboration avec Le programme micro-jardins de la ville de Dakar (Sénégal) et le projet FAO GDCP/SEN/002/ITA "Consolidation des micro-jardins en appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la municipalité de Dakar ». Ceci a permis d'identifier plusieurs produits de biocontrôle particulièrement adaptés à ce type de producteurs et pouvant aussi servir aux producteurs horticoles professionnels.
- Sur les **thrips de l'oignon et les chenilles des choux pommés** une collaboration est en place avec l'Institut du Développement Rural de l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) et l'UCL (Université Catholique de Louvain-La Neuve) pour trouver des solutions alternatives aux produits conventionnels. Quelques produits efficaces ont été identifiés mais demandent des essais complémentaires de confirmation.
- **L'antracnose de la mangue** est considérée par les producteurs/exportateurs/importateurs de plus en plus comme le problème le plus important sur la mangue à côté de la bactériose et des mouches des fruits. Un programme d'essais a été mis en place par le COLEACP/PIP car le nombre de produits homologués sur cette problématique est très insuffisant. En 2015, les résumés des rapports d'essais menés sur cette problématique ont été rédigés ainsi que le rapport final de l'essai en Côte d'Ivoire sur les traitements à la floraison. Ce dernier essai n'a pas donné les résultats espérés à cause d'une faible pression parasitaire.
- **Nématodes en cultures maraîchères**. La production et exportation de légumes de contre-saison au Sénégal est en constante croissance depuis une petite dizaine d'années atteignant plus de 50 000 tonnes en 2013 majoritairement des melons, de la tomate cerise, du maïs doux, des pastèques, des haricots verts, des courges et



quelques autres légumes. Cependant les entreprises de production rencontrent de plus en plus de problèmes dans la gestion des parasites des sols et notamment des nématodes entre autres à cause du manque de produits homologués. Plusieurs producteurs/exportateurs ont demandé l'appui du COLEACP/PIP sur cette problématique.

- Pour la **bactériose de la mangue et Tuta absoluta** sur tomate le COLEACP a identifié avec les fabricants de Produits de Protection des Plantes, des solutions innovantes à tester.
- La gestion des **nématodes sur ananas** est problématique car beaucoup de produits homologués actuellement ne sont pas acceptés par les certificateurs privés. Des essais de 5 nématicides dont 4 non conventionnels (*Paecilomyces lilacinus*, extraits de piment et moutarde,

huile de sésame et huile essentielle de *Pedalacea*) ont démarré en 2014 en Côte d'Ivoire et se sont terminés en 2015. Les résultats ont montré une efficacité intéressante du produit à base de *Paecilomyces lilacinus* équivalente à la référence. Résultats qui devraient être confirmés.

- Les ananas du Ghana sont très bons au niveau du goût mais le problème est un manque d'homogénéité pendant l'année au niveau qualité et volumes disponibles. En 2014 deux experts ont fait une mission d'analyse complète des pratiques au Ghana, de la préparation du terrain à la mise en container pour l'export. Le rapport a été envoyé à l'association des exportateurs d'ananas du Ghana (SPEG). En 2015 les recommandations des 2 experts ont été intégrés dans la mise à jour des IT et Guides sur l'ananas.

## Essais R&D

Les résumés suivants ont été écrits et mis en ligne en 2015 :

Mangue	Maladies post-récolte	Sénégal	Essais fongicides par application au verger à la floraison
Mangue	Maladies post-récolte	Burkina	Essais fongicides par trempage
Micro-jardins	Ravageurs divers	Sénégal	Screening de biopesticides en micro-jardins en collaboration avec la ville de Dakar
Papaye	Tétranyques	Ghana	Comparaison de bio-acaricides
Haricot vert	Essais résidus	Kenya	Définition de la BPA pour produits alternatifs au diméthoate
Pois mangetout	Essais résidus	Kenya	Définition de la BPA
Fruit de la passion	Essais résidus	Kenya	Production de données pour demande de tolérance import
Tomate	Essais résidus	Sénégal	Définition de la BPA
Haricot vert	Essais résidus	Sénégal	Définition de la BPA
Baby-leaves	Essais résidus	Kenya	Définition de la BPA
Aubergine	Essais résidus	République dominicaine	Définition de la BPA
Melon amer	Essais résidus	République dominicaine	Définition de la BPA
Melon	Essais résidus	Sénégal	Définition de la BPA
Chou pommé	Essais résidus	Sénégal	Définition de la BPA
Piment	Essais résidus	Mali	Définition de la BPA
Fruit de la passion	Maladies fongiques des fruits	Kenya	Screening de bio-fongicides
Papaye	Cochenilles	Ghana	Screening d'insecticides
Mangue	Mouches des fruits	Burkina	Essais de produits « attract and kill »
Mangue	Mouches des fruits	Sénégal	Essais de produits « attract and kill »
Gombo	Pucerons et autres insectes piqueurs suceurs	Sénégal	Screening de bio-insecticides
Haricot vert	Nématodes	Sénégal	Screening de bio-nématicides
Maïs	Tétranyques	Sénégal	Screening de bio-acaricides
Haricot vert	Rouille	Kenya	Essai d'efficacité du Systane
Litchi	Conservation post-récolte : respect Limite Maximale SO2	Madagascar	Essai de biofongicide en trempage pour réduire dose soufrage
Litchi	Conservation post-récolte : respect Limite Maximale SO2	Madagascar	Essais soufrage par injection gaz
Litchi	Conservation post-récolte : respect Limite Maximale SO2	Madagascar	Etude la migration du soufre dans les litchis en fonction des délais entre la récolte et le traitement à l'anhydride sulfureux
Litchi	Conservation post-récolte : respect Limite Maximale SO2	Madagascar	Synthèse des études menées entre novembre 2010 et février 2011 concernant la problématique du dépassement de la Quantité Maximale en SO2 autorisée par l'UE sur le litchi frais en provenance de Madagascar
Ananas	Nématodes	Côte d'Ivoire	Essai d'efficacité de nématicides conventionnels et d'origine biologique contre <i>Pratylinchus brachyurus</i>

## Défense de LMR indispensables aux producteurs des pays ACP

Afin d'aider le secteur de l'exportation de fruits et légumes des pays ACP dans les cas les plus critiques où il n'existe pas de LMR pour un pesticide disponible pour contrôler un ravageur important pouvant avoir un impact économique très défavorable, le COLEACP via le PIP participe aux processus de collecte de données et d'établissement des LMRs, qui incombent normalement à l'industrie. À cet effet, des partenariats ont été conclus avec des laboratoires phytopharmaceutiques et les autorités de réglementation des pays ACP. Entre 2001 et 2009, le COLEACP a ainsi permis d'obtenir 39 nouvelles LMR ou tolérances à l'importation et 3 extrapolations. En 2010, cette activité a été étendue aux LMRs Codex et ce, afin de faire bénéficier les marchés locaux et régionaux des acquis du COLEACP/PIP.

En 2015, les examens de l'EFSA des substances actives pour lesquelles le COLEACP avait déposé des demandes de tolérance à l'importation ont porté sur l'acétamipride, la bifenthrine, le chlorothalonil, la cyromazine, le difénoconazole, la lambda-cyhalothrine, le tébuconazole et le thiaclopride. D'autres examens de LMR ont concerné des substances testées sur plusieurs cultures mineures, à savoir boscalide, chlorpyrifos, iprodione, propamocarb et profénofos.

Le COLEACP a étudié l'effet éventuel des changements des LMR sur les bonnes pratiques agricoles et la protection des cultures pour les principales cultures des pays ACP. En 2015, une attention particulière a été prêtée aux LMR du diméthoate sur les haricots verts et les pois à gousses. Les résultats analytiques obtenus à partir des

essais de 2014 n'ont pas permis de déposer une demande de tolérance à l'importation dans l'UE.

Un contact régulier a été maintenu avec les autorités de l'UE et des pays ACP. Dans le cas de la DG SANCO, les échanges ont concerné les dépassements des LMR, les nouvelles LMR et la réévaluation des LMR existantes.

En 2015, 38 notifications de l'UE concernant des modifications des LMR pour diverses substances/cultures ont été proposées et examinées pour déterminer les changements susceptibles de concerner les pays ACP. À ce jour, aucun changement concernant des combinaisons substance-culture du COLEACP/PIP n'a été identifié. Il est cependant recommandé dans les pays ACP aussi, de remplacer les formulations contenant du chlorpyrifos pur par des formulations contenant du chlorpyrifos-méthyl, étant donné que l'UE diminuera le nombre de LMR pour certains fruits (ananas) et légumes (légumes-fruits, melons) du fait de l'abaissement des paramètres toxicologiques.

Pour ce qui est des modifications de LMR, l'attention de la CE et du CODEX est de plus en plus tournée vers les métabolites. De ce fait, les travaux réalisés dans ce domaine risquent d'être compromis par les changements portant sur la définition des résidus faite par les organes officiels. Les définitions existantes des résidus ont fait l'objet de révisions, que ce soit lors d'examens par les pairs pour le réenregistrement d'une substance ou pendant les évaluations des LMR ; dans bien des cas, la définition des résidus inclut maintenant les métabolites. Cela a des implications importantes pour le COLEACP/PIP vu que des données supplémentaires pourront à présent être exigées pour les demandes existantes de tolérance à l'importation. Ces implications sont aussi financières et pourront limiter la ca-

pacité du COLEACP à entreprendre et à financer ce type de travail à l'avenir. En 2014, un examen approfondi a été fait des rapports de l'EFSA sur les LMR et des conclusions des examens par les pairs concernant les substances pour lesquelles le COLEACP/PIP a déposé des demandes de tolérance à l'importation ; cet examen a été poursuivi en 2015. Le COLEACP a demandé des LMR pour 22 substances, la plupart pour plusieurs cultures. À ce jour, une nouvelle définition des résidus a été proposée pour 10 substances, ce qui signifie que les données actuelles du COLEACP/PIP ne peuvent plus être utilisées pour défendre ces LMR. Les modifications proposées de la définition des résidus ne sont pas immédiatement appliquées, mais elles finiront par entraîner une perte de LMR, à moins que le dossier ne soit actualisé. Pour entièrement actualiser les données des résidus pour les LMR de l'UE, il faudrait effectuer plus de 100 nouveaux essais sur les résidus (ce qui représente un coût important). Dans le cas de la cyromazine, la LMR sur les haricots et les pois ne peut pas être défendue à long terme par manque de données pertinentes sur le métabolisme de la plante.

De plus, la révision de la définition de la perturbation endocrine avec les nouvelles exigences que cela suppose en termes de données peut avoir un effet sur l'enregistrement et les LMR de plusieurs substances aussi enregistrées dans les pays ACP. Le COLEACP suit de près la discussion sur la sélection de critères en fonction de la définition qui est choisie. Pour les azoles en général, la demande d'actualisation des données relatives à la perturbation endocrine a déjà été émise, d'après les critères provisoires ; par ex., le thiaclopride a déjà été identifié comme un éventuel perturbateur endocrinien. C'est la raison pour laquelle le devenir de ces substances est suivi de près.

## PLAIDOYER

### Dialoguer avec les organismes de normalisation

Les pays ACP sont souvent sous-représentés dans le processus d'élaboration des normes, ce qui peut se traduire par un manque d'adaptation des normes au contexte de ces pays. Le COLEACP intervient auprès des responsables de programmes pour encourager l'inclusivité et s'assurer que l'impact sur les opérateurs de la région ACP est pris en compte.

En pratique, le COLEACP/PIP négocie avec ces responsables de programmes lorsque les entreprises d'exportation bénéficiaires se heurtent à des problèmes de certification avec les Organismes Certificateurs (OC) ou des points de contrôle donnés (CPCC). Le but est, en premier lieu, de résoudre toute difficulté immédiate puis, en deuxième lieu, d'attirer l'attention des responsables de programmes sur les CPCC problématiques afin qu'ils en tiennent compte pour apporter des modifications aux versions futures. En 2014, le COLEACP a pris contact avec le personnel technique de GLOBALGAP et de la BSCI.

Sur le plan stratégique, le COLEACP/PIP intervient auprès des responsables de programmes dans le but de mieux adapter les normes au contexte des pays ACP. L'objet est de veiller à ce que les normes n'incluent pas des exigences susceptibles d'exclure les parties prenantes des pays ACP, en particulier les petits producteurs, des marchés locaux et internationaux à valeur ajoutée. Le COLEACP/PIP est activement impliqué dans les processus d'élaboration et



de révision des normes et, en 2014-2015, a travaillé sur les principales normes relatives aux secteurs horticoles des pays ACP : GLOBALGAP, GFSI, GSCP, BSCI et BRC.

#### GLOBALGAP

GLOBALGAP est la principale norme relative à la production ; elle est presque universellement exigée par la grande distribution mondiale (et de nombreuses chaînes locales). Étant donné qu'elle est atteignable et abordable pour les PME et les petits producteurs des pays ACP, son importance est cruciale. Au cours de la décennie 2000-2010, la gouvernance de GLOBALGAP était aux mains d'un petit groupe de représentants, et la non-participation des pays en développement était la principale critique qui lui était faite. Lorsque les agriculteurs des pays ACP faisaient face à des problèmes, il était très difficile d'en tenir compte dans le processus de révision

afin d'apporter les modifications correspondantes à la norme. Le COLEACP a fait pression pour que les problèmes des fournisseurs des pays ACP soient résolus et a pris quelques initiatives pour adapter la norme au contexte local. Au cours de la phase 1, le COLEACP via le PIP a soutenu l'évaluation des KenyaGAP et des mesures ont été prises en 2010 pour faciliter la création de groupes de travail techniques GLOBALGAP nationaux en vue de renforcer le poids des pays ACP.

En 2011, GLOBALGAP a entièrement revu sa structure de gouvernance afin de la rendre plus inclusive. Le Conseil d'administration est à présent renforcé par 3 comités techniques : Cultures, Bétail et Aquaculture, chacun ayant des comités de parties prenantes dont les membres sont cooptés. Le COLEACP a été invité à participer à leur nouveau cadre de consultation et dès 2014, assumait un rôle actif dans les comités de parties prenantes pertinents au secteur horticole des pays ACP :

- Groupe de travail sur la protection des cultures (rendant compte directement au Conseil d'administration)
  - Comité des parties prenantes dans la gestion de l'eau (CT Cultures)
  - Comité (GRASP) dans l'audit social (assurant la vice-présidence) (rendant compte directement au Conseil d'administration)
  - Comité des parties prenantes des groupes de producteurs (CT Cultures)
  - Comité des parties prenantes dans la production durable (rendant compte directement au Conseil d'administration)
- Défense de la cause des pays ACP dans les discussions concernant la certification de l'option 2 dans la V5.
  - Contribution aux débats sur l'enregistrement et la certification des cultures mineures.
  - Contribution aux débats sur le programme LocalGAP et son éventuelle utilisation dans les pays ACP.
  - Participation aux discussions politiques sur l'extension future de GLOBALGAP pour inclure la production durable.
  - Encouragement des parties prenantes des pays ACP et facilitation de leur consultation au sujet de la version 5.
  - Communication aux parties prenantes des pays ACP des modifications de la V5 après sa publication en juin 2015, afin de leur laisser le temps de se préparer avant qu'elle ne devienne obligatoire en juin 2016.

Cette participation permet au COLEACP d'avoir une influence sur GLOBALGAP et de limiter l'introduction de nouvelles politiques ou exigences susceptibles de nuire aux acteurs des pays ACP. En général, le COLEACP est le seul représentant doté de l'autorité et de l'expérience spécifiques aux pays en développement.

En 2015, les réalisations ont été les suivantes :

- Réalisation d'audits pilotes du projet de la version 5 du référentiel GLOBALGAP IFA. Mis en œuvre dans 12 exploitations des pays ACP dans les pays suivants : Ghana (2), Kenya (6), Sénégal (2), Tanzanie (2). Des retours d'information sur la capacité financière et technique des agriculteurs des pays ACP (y compris les petits producteurs) à se conformer aux nouveaux CPCC ont été adressés au comité technique de GLOBALGAP. Des recommandations ont été émises sur les besoins supplémentaires en formation des producteurs et prestataires de services locaux portant sur les modifications apportées aux CPCC sur les fraudes alimentaires, sur l'évaluation des risques et le plan de gestion des risques liés à l'eau, ainsi que sur la gestion des risques microbiens.

### **Initiative mondiale de la sécurité sanitaire des aliments (Global Food Safety Initiative)**

La GFSI a été lancée en 2000 dans le but d'améliorer en permanence la gestion de la sécurité sanitaire des aliments. Il s'agit d'une collaboration entre les principaux acteurs de l'industrie alimentaire mondiale (détaillants, fabricants et entreprises prestataires de services alimentaires) qui prévoit une plateforme pour le traitement collectif de la sécurité des aliments d'une manière non concurrentielle. La GFSI évalue les normes existantes en termes de critères de sécurité des aliments, met au point des mécanismes d'échange d'informations dans la chaîne d'approvisionnement, sensibilise les consommateurs et rappelle les bonnes pratiques. En 2008, la GFSI a créé un Groupe de travail pour les marchés mondiaux dont les objectifs sont de mettre en place des prescriptions réglementaires et des protocoles volontaires pour la fabrication à l'intention des « entreprises moins développées », tenant compte du fait qu'elles rencontrent souvent des



difficultés dans leur recherche de la certification complète. Les protocoles proposent une approche par étapes facilitant l'amélioration permanente au fil du temps, avec une assistance.

Un deuxième groupe de travail sur les marchés mondiaux a été créé en mai 2010 pour s'attaquer à la production primaire. Le COLEACP a été invité à y participer, devenant l'un des rares représentants de la société civile et un défenseur des opérateurs des pays ACP. Le COLEACP/PIP a participé activement à l'élaboration de protocoles relatifs à la production primaire, les adaptant au contexte des pays ACP à l'aide d'audits pilotes en République dominicaine, au Kenya et en Ouganda. Les protocoles sont de plus en plus utilisés par les détaillants pour approvisionner les supermarchés locaux en Afrique. En 2014, en tant que président du sous-groupe de la production primaire, le COLEACP/PIP a contribué à la préparation du « Primary Production Protocol Training Competencies

and Framework » (<http://www.mygfsi.com/structure-and-governance/gfsi-technical-committee/gfsi-global-markets-working-group/working-group.html>).

En 2014, le COLEACP via le PIP a rejoint le Groupe de travail sur les réglementations mondiales de la GFSI dont les objectifs sont notamment :

- Que 5 pays reconnaissent, en l'espace de 5 ans, une certification par des tiers portant sur les systèmes évalués par la GFSI en tant qu'outil crédible et fiable que les pays peuvent utiliser dans le cadre de leur évaluation des risques pour fonder leurs ressources en matière de sécurité des aliments, de fréquence et de contenu des inspections.
- L'amélioration de l'harmonisation des normes relatives à la sécurité des aliments entre l'industrie et les pouvoirs publics par une participation au CODEX et un dialogue avec les autorités nationales et régionales compétentes.

Le COLEACP a contribué à la création de rapports professionnels entre le Groupe de travail sur les réglementations mondiales de la GFSI et le Fonds STDF de l'OMC. En mars 2015, la GFSI a été invitée à faire une présentation lors de la réunion du Groupe de travail du STDF. Le COLEACP a aidé à la préparation et à l'exposé de la présentation par M. Hugo Byrnes (Ahold) sur l'Initiative mondiale de la sécurité alimentaire, axée sur l'alignement des normes publiques et privées relatives à la sécurité alimentaire. Depuis lors, Mike Robach, membre du Conseil d'administration de la GFSI a rejoint le STDF pour une séance plénière de haut niveau des réunions « Aide pour le commerce » à Genève portant sur le sujet « Comment fusionner la facilitation du commerce avec des contrôles SPS robustes fondés sur des données scientifiques ».

En juin 2015, le COLEACP a posé sa candidature et a été sélectionné (parmi un grand nombre de candidats) pour faire partie des 20 membres du nouveau Groupe de travail technique pour la première révision du programme pour les marchés mondiaux (Global Markets Programme Primary Revision Technical Working Group). Cinq ans après le lancement du premier protocole, le groupe révisera le protocole, le document d'orientation et les compétences en matière de formation pendant les 2 prochaines années. Le COLEACP a participé à la première réunion du groupe de travail en septembre. Les activités se poursuivent par des échanges par voie électronique et des séminaires en ligne entre les réunions, la prochaine était prévue pour février 2016.

#### **Global Social Compliance Programme (GSCP)**

Il s'agit d'un programme pour l'amélioration permanente des conditions de travail et environnementales dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Il offre une plateforme internationale visant à « promouvoir l'échange d'informations et les meilleures pratiques afin de renforcer la comparabilité et la transparence entre les différents systèmes existants de responsabilité sociale et respect de l'environnement ». Les acheteurs se préoccupent de plus en plus des pratiques équitables et des conditions environnementales dans leurs chaînes d'approvisionnement en appliquant des codes de bonne conduite et utilisant des systèmes de surveillance. Cependant, le nombre de codes ne cesse d'augmenter et les approches divergent, ce qui entraîne la duplication et la diversité d'audits redondants. Les grandes entreprises ont lancé le GSCP dans le but de favoriser la cohérence et la collaboration pour améliorer la durabilité (sociale et environnementale) de leur base d'approvisionnement (souvent commune). À l'instar de la GFSI, il élabore un ensemble d'outils de référence et



de processus sur les meilleures pratiques existantes et propose une interprétation des exigences en matière de travail et d'environnement.

Le COLEACP conserve des liens avec le GSCP afin de rester informé des tendances mondiales dans les systèmes de conformité sociale et environnementale et d'assurer la cohérence de l'aide du PIP aux bénéficiaires. En 2014, le COLEACP via le PIP participait à l'assemblée générale annuelle du GSCP. Il a continué à suivre les activités conjointes UNIDO-GSCP dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes reproductibles et extensibles de renforcement des capacités pour les PME, afin de leur permettre de se mettre en conformité avec les exigences relatives aux aspects sociaux, éthiques et environnementaux.

#### **Business Social Compliance Initiative (BSCI)**

La BSCI a été créée pour répondre à une demande croissante des entreprises de conditions de travail transparentes et améliorées au sein des chaînes d'approvision-



nement mondiales. Il s'agit d'une initiative de la Foreign Trade Association (FTA), l'association du commerce européen et international qui rassemble des centaines de détaillants, importateurs, grandes marques et associations nationales. En 2013, le COLEACP a négocié avec la BSCI dans le but de faciliter l'enregistrement des prestataires de services des pays ACP dans l'annuaire du site Internet de la BSCI et a organisé un atelier avec les fournisseurs de mangue de l'Afrique de l'Ouest abordant les critères spécifiques de la mise en conformité qui posent problème pour le secteur.

En 2014, le COLEACP a participé au conseil des parties prenantes de la BSCI et a poursuivi les discussions avec les représentants techniques de la BSCI pour veiller à l'adaptation des exigences de la BSCI au contexte des pays ACP et à ne pas léser les fournisseurs de ces pays.

### **Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM)**

Le COLEACP soutient un éventail d'initiatives en matière d'agriculture biologique sur le plan national (notamment en apportant son soutien aux producteurs et exportateurs d'agriculture biologique) et de renforcement des capacités de plusieurs associations nationales de mouvements d'agriculture biologique (NOAM). À un niveau plus stratégique, le COLEACP s'est associé en 2014 à l'IFOAM et à l'IRAB pour la collecte de données sur les exportations de l'agriculture biologique pour la DG Agri et a collaboré à la réunion d'éléments de preuve pour une audience publique sur l'examen du cadre réglementaire de la CE régissant la production, l'étiquetage et l'importation de produits biologiques (règlement CE n° 834/2007). En 2015, des représentants du programme ont participé au salon Biofach.

### **Autres normes et organes associés**

Le COLEACP poursuit sa collaboration avec d'autres instances de normalisation y compris la Fairtrade Foundation, Social Accountability International (SAI), Rainforest Alliance (RA) et ISEAL Alliance. En 2015, le COLEACP s'est tenu informé des développements pertinents et a maintenu des relations professionnelles avec chacun d'entre elle. Le COLEACP a suivi les séminaires en ligne d'ISEAL sur le thème « Informations sur les impacts : le cas des normes de durabilité » ; a participé à la consultation sur le thème « Principales tendances des normes de durabilité » ; et a été consulté dans le cadre d'une consultation formelle sur l'« outil de comparaison des normes » d'ISEAL avec l'aide de la GIZ et l'ITC.

### **Dialoguer avec les acheteurs afin de les sensibiliser aux contraintes des producteurs ACP et d'influencer leurs politiques en tenant compte de celles-ci.**

Le COLEACP a mis du temps à nouer une relation avec les détaillants et à instaurer la confiance. L'implication dans la GFSI et le GSCP a permis au programme de gagner en crédibilité parmi les détaillants mondiaux et les acteurs de l'industrie alimentaire, et a permis de toucher des personnes clés. Cela a mis le COLEACP via le PIP dans une meilleure posture pour défendre les opérateurs des pays ACP et influencer les normes relatives à la sécurité des aliments et à la durabilité, ainsi que quelques politiques générales des détaillants.

Un rapport a été maintenu avec plusieurs détaillants européens, y compris ASDA -IPL, Waitrose, Sainsbury's, Marks and Spencer, Tesco et Metro. Ce rapport est mis à profit, en particulier, pour mettre en place des actions spécifiques dans le domaine de la durabilité. Le COLEACP a aussi pris part à un comité consultatif intellectuel de l'étude « IPL-ASDA & OXFAM poverty footprinting study » au Kenya en 2012-2013. Se basant sur les résultats, IPL-ASDA améliorent leurs processus afin d'augmenter les impacts positifs sur la pauvreté et les opportunités commerciales dans les pays où ils s'approvisionnent. Des discussions plus approfondies des résultats ont eu lieu en 2014.

Les représentants du COLEACP/PIP ont rencontré plusieurs importateurs européens en 2014-2015 pour aborder des problèmes et des besoins spécifiques, et

des questions d'accès aux marchés touchant les exportateurs des pays ACP. Étaient concernés l'IPL, Wealmore, COLRUYT, Special Fruit, VECO, Van Oerse, Bakker-Barendrecht, EOSTA et SIIM. En 2015, la question des contrôles phytosanitaires à l'importation a dominé les débats, en particulier pour les exportations de mangues et de piments forts. Ce contact de visu avec les importateurs a permis au COLEACP de mieux collaborer avec les parties prenantes de l'industrie et le secteur public (en collaboration avec le programme EDES) pour résoudre le problème.

Le COLEACP a été en liaison avec l'initiative TraidCraft-Marks & Spencer au Kenya qui s'occupe de problèmes de subsistance des travailleurs et petits producteurs. Cette initiative cherche à rassembler les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement (détaillants, exportateurs, travailleurs, exploitants de plantations satellites) pour s'accorder sur des « manières de travailler » pour un partage plus juste des risques/bénéfices. Le COLEACP a participé à un « événement d'apprentissage sur la chaîne d'approvisionnement » organisé par l'ETI et TraidCraft au cours duquel l'évolution a été décrite et débattue avec les détaillants britanniques et les fournisseurs kenyans.

Afin d'accroître l'engagement des parties prenantes des pays ACP auprès des prescripteurs de réglementations et des détaillants, le COLEACP/PIP a continué à soutenir la diffusion des outils de l'ITC, notamment la « Standards Map ».



## DEVELOPPEMENT DES AFFAIRES

### Fruit Logistica 2015 : de multiples rencontres autour de la durabilité et de la compétitivité des entreprises

Du 3 au 6 février, le COLEACP a participé au salon Fruit Logistica, rendez-vous annuel incontournable du monde des fruits et légumes à Berlin.

Les représentants de l'association et de ses programmes PIP et EDES ont pu cette année rencontrer 215 professionnels représentant la production et l'exportation de fruits et légumes d'origine ACP ainsi que l'importation européenne et mondiale. Les thèmes les plus abordés ont été la compétitivité des entreprises, la durabilité des approvisionnements et l'innovation permanente des pratiques agricoles, de plus en plus nécessaire pour faire face à ces enjeux partagés par tous les acteurs du développement la filière.

Autre fait marquant de l'édition 2015 : la mobilisation des organisations professionnelles (OP) représentant les secteurs fruits et légumes ACP lors de l'atelier « Les OPs d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique partagent leurs

expériences », organisé par le COLEACP le deuxième jour du salon. Les 15 OP présentes ont pu débattre de leurs historiques respectifs, de leurs besoins prioritaires et des solutions disponibles et à partager pour relever chacun de leurs défis. Les premiers échanges fructueux qui ont eu lieu à Berlin en appellent déjà d'autres ; un projet de plateforme de communication, est né lors de l'atelier.

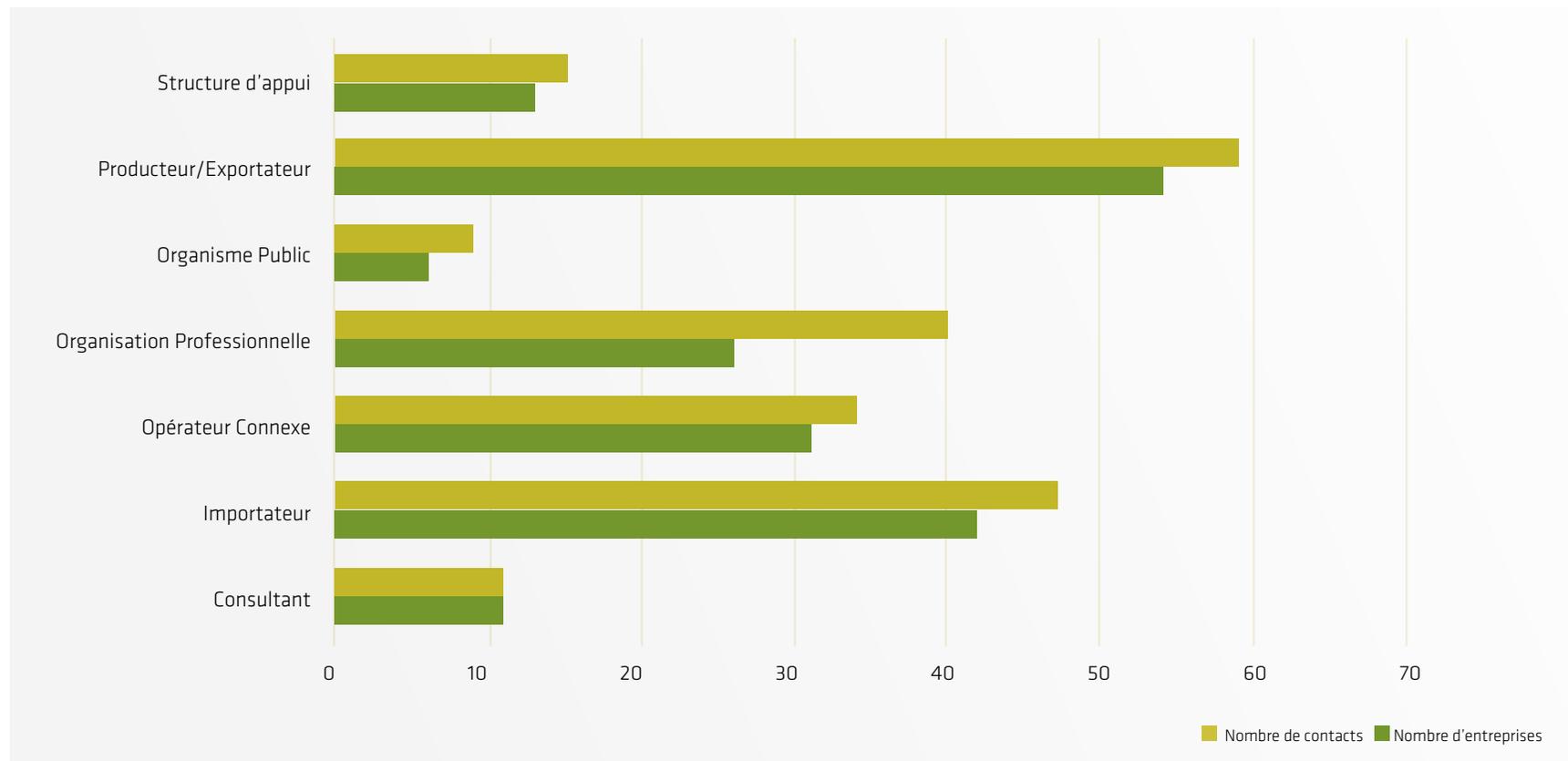
A l'occasion du salon, le COLEACP a par ailleurs accompagné l'association CaFAN (Caribbean Farmers Network) représenté par Jethro Greene, coordinateur général, dans son approche commerciale et marketing du continent européen : identification et rencontre avec des acheteurs potentiels, coréalisation d'un support de communication, veille concurrentielle des autres origines commercialisant des racines, tubercules, patates douces ou autres fruits de la passion.

Finalement, les rencontres de son Excellence Monsieur Roy Mickey Joy, Ambassadeur du Vanuatu auprès de l'Union Européenne et Président du comité des Ambassadeurs ACP ainsi que de Monsieur Yao Kouman Adingra du Secrétariat Général du groupe des Etats ACP, avec les nombreux professionnels présents, ont permis d'apprécier l'importance des résultats de la coopération ACP-UE obtenus dans la filière fruits et légumes ainsi que de saluer les soutiens de l'UE à une production et un commerce juste et durable dans les pays ACP.



## Nombre et catégorie de personnes rencontrées à fl 2015

Profil des personnes	Nombre de contacts	EU	ACP	Autres	% d'échantillon
Consultant	11	8	3	0	5,12
Importateur	47	47	0	0	21,86
Opérateur Connexe	34	20	11	3	15,81
Organisation Professionnelle	40	3	37	0	18,60
Organisme Public	9	7	2	0	4,19
Producteur/Exportateur	59	0	52	7	27,44
Structure d'appui	15	7	8	0	6,98
<b>TOTAUX</b>	<b>215</b>	<b>92</b>	<b>113</b>	<b>10</b>	<b>100</b>



3

## LES PROGRAMMES DU COLEACP



## PIP2 (Financement UE)

### Une évaluation finale positive (extraits de l'évaluation externe du PIP)

Source : rapport final - Evaluation du PIP2 par CARDNO Emerging Markets UK , Décembre 2015

« La phase 2 du PIP s'est terminée le 31 décembre 2015. A en juger par les propos recueillis par les évaluateurs auprès des exportateurs (une grande partie d'entre eux producteurs sur leurs propres fermes ou vergers), auprès des prestataires de services et au niveau des pouvoirs publics, leurs attentes ont manifestement été comblées par les interventions du PIP2, et la continuation du programme est unanimement demandée.

Même si le véritable but du programme est sur le long terme la mise en conformité des opérateurs privés en matière d'exigences réglementaires et commerciales pour améliorer l'accès aux marchés, le programme est aussi jugé comme une grande réussite au regard de la solution des crises sanitaires et phytosanitaires (effet réactif), certaines très récentes (haricots verts et pois mange-tout au Kenya ; litchi à Madagascar ; mangues en Afrique de l'Ouest ; légumes orientaux en République Dominicaine). Cette réussite est due à la mise en place de plans d'action très opérationnels et rapides (résultant d'accords avec les opérateurs et les pouvoirs publics) ; ces plans d'action renforçaient la traçabilité et permettaient l'application de mesures de lutte plus appropriées, tout en incluant un renforcement des contrôles de la ferme aux points de chargement pour l'exportation, en passant par les centres de conditionnement.

Enfin, la qualité des prestations et de la documentation développée au cours des différentes phases est à mettre



à l'actif du programme et reste un capital pour l'avenir. Le nombre de publications et le nombre de références disponibles sur Internet (y compris la possibilité de formation sur ce support) sont évidemment un atout pour une diffusion plus large. A titre d'illustration, les 35 itinéraires techniques et guides pratiques couvrent à peu près 90% des flux d'exportation vers l'Union européenne.

**Pertinence** : la pertinence du programme, ajoutée à la cohérence avec les stratégies et politiques des pays-partenaires et de l'Union européenne, ne fait pas de doute et correspond aux attentes de la plupart des intéressés directs et des autorités.

**Efficacité** : une revue détaillée des activités réalisées et des résultats atteints par rapport aux objectifs ciblés montre de très bonnes performances. Peu d'activités prévues n'ont pas été accomplies.

Le programme a bien répondu à la diversité des situations, et la réactivité des bénéficiaires a été satisfaisante en général.

**Efficience** : La gestion de ressources centralisées a permis des économies d'échelle et le fait d'utiliser des méthodologies pouvant s'appliquer à plusieurs thématiques également. La procédure de partage des coûts a aidé à l'appropriation des interventions, qui ont induit des changements de comportements pour l'adaptation aux conditions de marché changeantes.

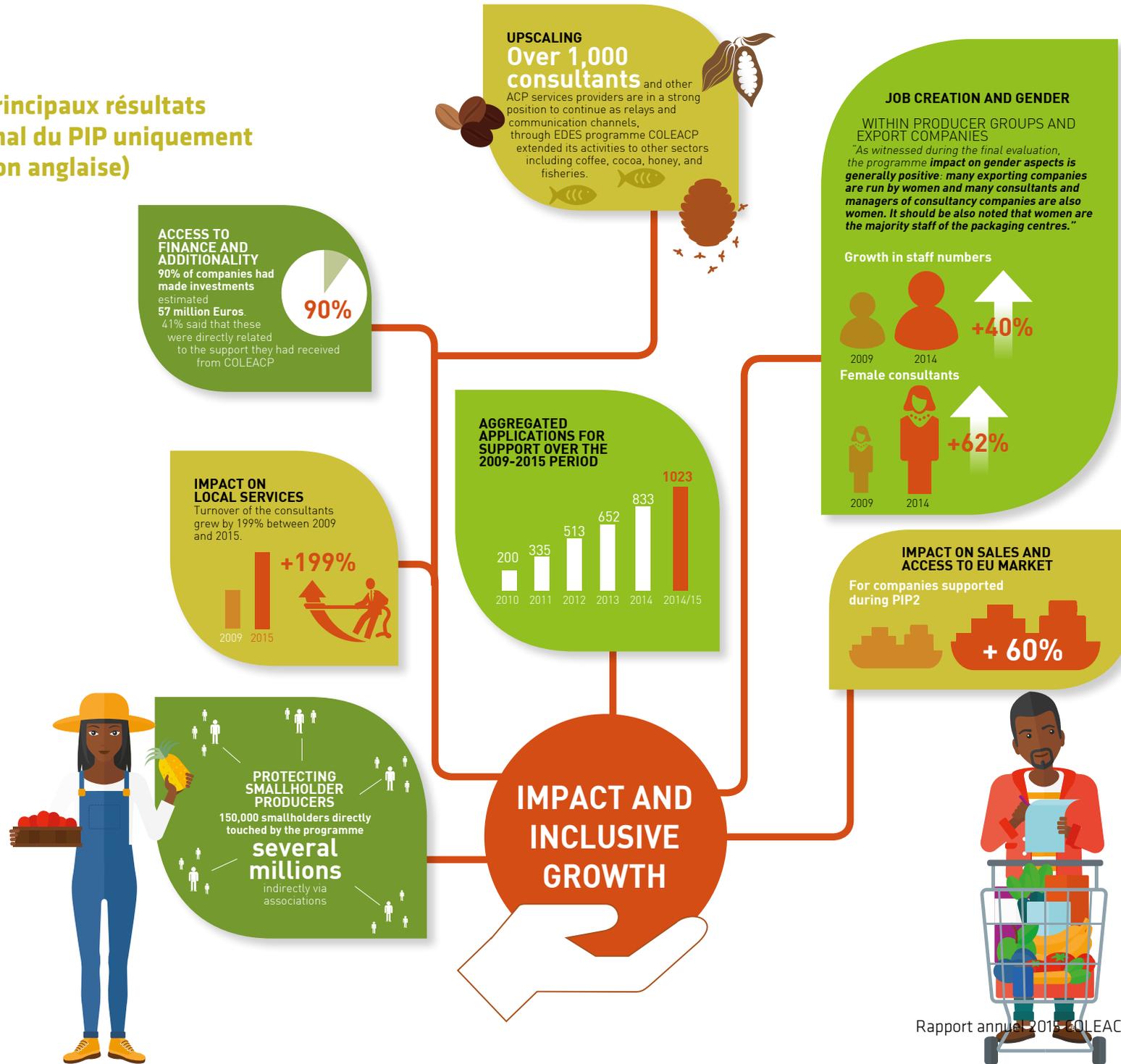
**Impact** : L'activité horticole étant à haute intensité de main d'œuvre, la prospérité du secteur a sans doute permis une réduction de la pauvreté par le biais de la



création d'emplois permanents et saisonniers (Comme l'indiquait le communiqué de la Commission européenne COM(2014)263 final du 13 mai 2014 : « Avoir un emploi décent est généralement reconnu comme la meilleure porte de sortie de la pauvreté »). L'activité horticole étant à haute intensité de main d'œuvre, la prospérité du secteur a sans doute permis une réduction de la pauvreté par le biais de la création d'emplois permanents et saisonniers. Cet effet sur les emplois est le plus documenté du programme grâce aux enquêtes réalisées par le COLEACP en 2015. En ce qui concerne les bénéfices et revenus, les chiffres d'affaires des entreprises et des prestataires de services ont été globalement en augmentation. Les acquis sociaux sont variables, mais les effets sur le genre sont probants.

**Durabilité** : Etant donné que la problématique relative à la qualité sanitaire des aliments (y compris la question des Limites Maximales de Résidus de pesticides et des Tolérances Import) ne risque pas de disparaître dans des délais proches et que les référentiels commerciaux ne peuvent que devenir de plus en plus sophistiqués au vu de l'évolution des exigences des consommateurs européens, **la mission d'évaluation recommande le financement d'une nouvelle phase d'appui au secteur horticole d'exportation des pays ACP, notamment vers l'Europe.** »

**Visualisation des principaux résultats**  
 (Source : rapport final du PIP uniquement  
 disponible en version anglaise)



## Quelques leçons apprises...

L'approche de coopération doit être « **demand driven** » mais néanmoins **proactive** et associé à un appui direct aux opérateurs (notamment aux entreprises d'exportation, qui doivent être au cœur du dispositif d'appui), pour qu'ils s'approprient la démarche qualité et qu'ils développent en interne les moyens de la mettre en œuvre.

L'action doit être **structurée dans la durée**, prenant en compte les délais incompressibles de réaction des opérateurs ainsi que l'évolution permanente des exigences réglementaires et commerciales.

L'approche doit faire l'objet d'une grande **flexibilité**, pour tenir compte de la diversité des contextes et de l'évolution rapide des exigences du marché, mais également d'une **coordination centralisée**, seule à même de définir et de mettre en œuvre une stratégie globale, indispensable notamment pour la conception des modules d'intervention, la diffusion d'information de qualité à tous les opérateurs ACP et le dialogue avec les fournisseurs de pesticides ainsi qu'avec les autorités européennes compétentes.

Privilégier des interventions en entreprises sur base d'un partage des coûts (cost sharing) permet une appropriation maximale des actions par les bénéficiaires. Il convient d'adopter une approche méthodologique séquentielle (traitements de cas concrets, puis analyse empirique des résultats, puis modélisation des solutions à partir des « success stories » avérées, puis enfin élaboration de modules d'intervention répliquables à grande échelle).



Rapport annuel 2015 COLEACP



## EDES (Financement UE)

### Renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments par des mesures SPS en pays ACP

D'une durée initiale de 4 ans, portée à près de 6 ans (5 ans et 11 mois), EDES a été financé à hauteur de 29,5 Millions d'Euros sur le 9<sup>ème</sup> FED. L'objectif global d'EDES était d'**améliorer la contribution du commerce des aliments à la réduction de la pauvreté dans les pays ACP**. Toutes les filières de production alimentaire étaient donc potentiellement concernées par les activités de support du Programme. EDES vise ainsi à aider les États ACP à renforcer leurs « politiques nationales (ou régionales) de sécurité sanitaire des aliments », en accompagnant les pays dans la mise en œuvre de leurs politiques de sécurité sanitaire des aliments, en soutenant la mise en place de systèmes nationaux « sur mesure », viables, économiquement supportables dans les pays ACP.

EDES a dû **stimuler, favoriser, aider et accompagner les processus de changement nécessaires à l'instauration de systèmes de management de la sécurité sanitaire des aliments**, basés sur l'analyse des risques. Les activités de renforcement des capacités concernent : les Autorités compétentes ; les laboratoires publics et privés ; les organisations professionnelles ; l'ensemble des parties prenantes de la sécurité sanitaire des aliments, en ce compris la société civile via, notamment, les associations de consommateurs. Les activités sont déployées sur base d'une requête du pays et d'une analyse menée avec les parties prenantes de la sécurité sanitaire des aliments. Ces éléments sont formalisés, avec une autorité gouvernementale, dans un protocole d'entente national qui précise la segmentation stratégique en sous-projets, dont certains s'échelonnent au-delà du mandat actuel d'EDES.

## PARTENAIRES DU COLEACP SUR LE PROGRAMME EDES

- Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (France)
- Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) (France)
- Direction Générale de l'Alimentation (France)
- Ecole Nationale des Services Vétérinaires (France)
- Food and Environment Research Agency (Royaume-Uni)
- France Vétérinaire International (France)
- National Food Institute / Technical University (Danemark)
- Natural Resources Institute (Royaume-Uni)



## Pays ACP d'intervention

Le Programme EDES a fourni jusqu'ici ses services de formation et d'assistance technique à **50 pays** : Belize, Burkina Faso, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo Brazzaville, Iles Cook, Côte d'Ivoire, Dominique, République dominicaine, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée-Bissau, Guinée Conakry, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Lesotho, Madagascar, Mauritanie, Ile Marshall, Ile Maurice, Micronésie, Namibie, Nauru, Nigéria, Niue, Ouganda, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines, Iles Salomon, Samoa, Sénégal, Seychelles, Surinam, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe.

## Filières d'intervention

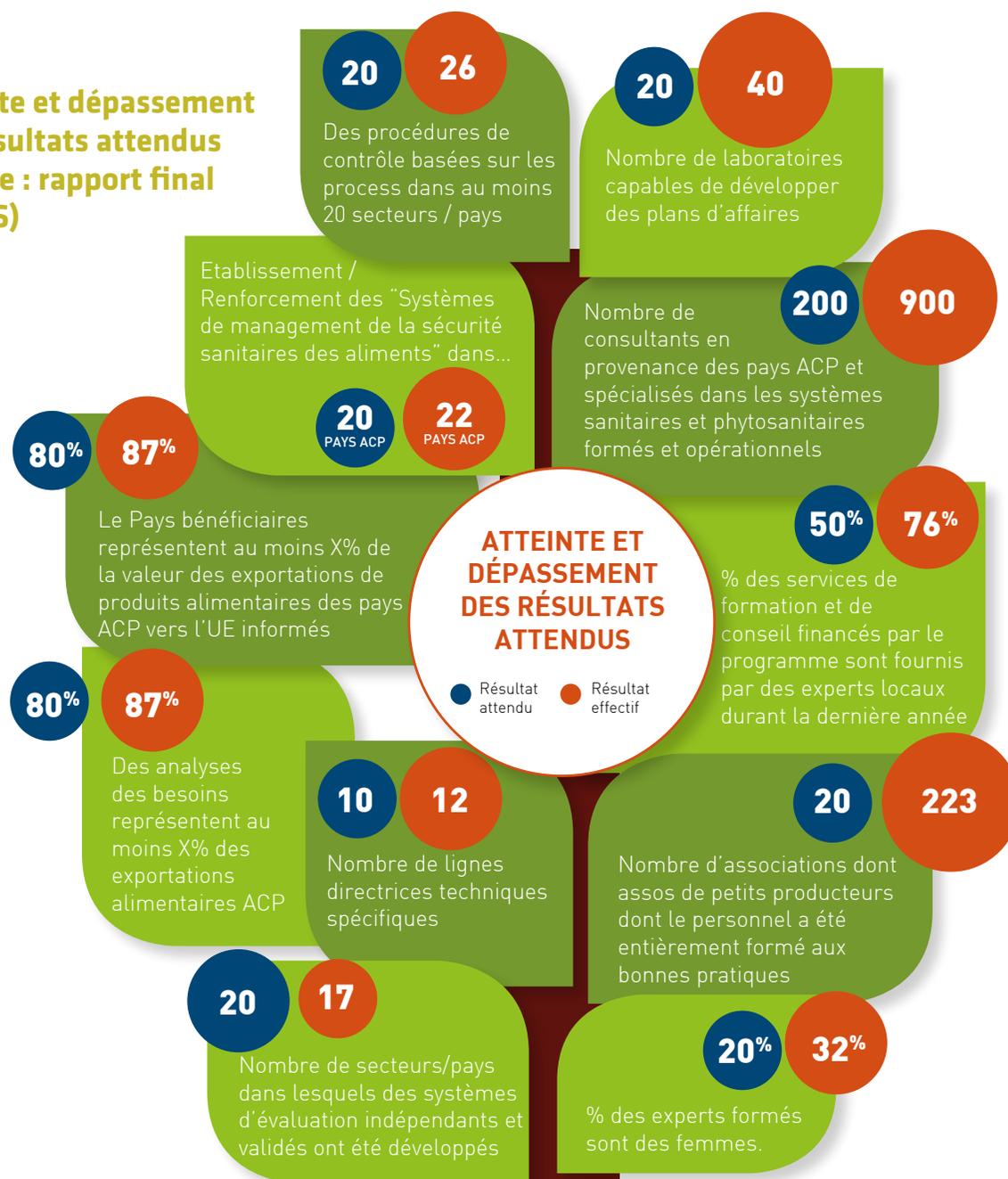
**Protocoles d'entente nationaux (MoU).** Un protocole d'entente et l'identification des activités principales ont été établis dans **22 pays et 38 filières**. Les principales filières sont : « **Poisson** » (12 pays), « **Café** » (3 pays), « **Cacao** » (3 pays), « **Fruits et légumes** » (de façon générale ou pour une commodité précise : 9 pays) et diverses filières de produits animaux : « **Viande** » - bœuf, poulet ou porc - sélectionnées par 4 pays, « **Miel** » par 3 pays et « **Fromage** » par 1 pays. Par pays, les filières sélectionnées sont les suivantes :

- **Belize** (Poisson, Viande de Bœuf),
- **Botswana** (Viande de Bœuf),
- **Burkina Faso** (Mangue),
- **Cameroun** (Café, Ananas),
- **Cap-Vert** (Fromage)



- **Caraïbes** (Cacao)
- **Côte d'Ivoire** (Mangue, Cacao, Poisson, distribution produits vivriers sur les marchés),
- **Ethiopie** (Tomate),
- **Gambie** (Poisson),
- **Ghana** (Cacao),
- **Guinée-Bissau** (Poisson),
- **Ile Maurice** (Poulet, Miel, Ananas),
- **Jamaïque** (Poisson, Viande, Fruits et Légumes)
- **Kenya** (Haricots Verts et Pois Mangetout, Fruits de la passion, Produits de la pêche et de l'aquaculture),
- **Madagascar** (Miel, cacao et pêche artisanale),
- **Mali** (Mangue),
- **Mauritanie** (Poisson),
- **Ouganda** (Poisson, Café),
- **Pacifique** (Poisson),
- **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (Poisson, Café),
- **République dominicaine** (Fruits et Légumes orientaux, Miel),
- **Sénégal** (Poisson, Mangue),
- **Surinam** (Porc, Poisson),
- **Zambie** (Miel)

## Atteinte et dépassement des résultats attendus (Source : rapport final d'EDES)



## Quelques leçons apprises

### Gouvernance des systèmes de contrôle SPS des aliments

Il a été trop rare de trouver en pays ACP les trois composantes de l'analyse des risques (gestion, évaluation et communication) institutionnalisées : **les fonctions** de « gestionnaires des risques » ne sont pas suffisamment séparées de celles d'« évaluateurs des risques ». De même on est souvent confronté à une **absence de système formel d'information et de communication sur les risques**. Coordonner les **différents services** chargés de la politique de contrôle constitue donc un énorme défi pour de nombreux pays, d'autant que le nombre d'institutions impliquées (Ministères, Organisations) est souvent très important. La gouvernance du programme d'intervention d'EDES à travers la nomination d'un Secrétariat technique (comme « personne relais ») a contribué, dans plusieurs pays, à l'instauration d'un cadre de coordination et de mise en cohérence des activités.

### Contrôles officiels et Inspections

#### Renforcement des capacités institutionnelles au NIVEAU RÉGIONAL.

Le problème du manque de ressources humaines formées est omniprésent dans l'ensemble des pays ACP, et en particulier en Afrique. La formation pluridisciplinaire sur la sécurité et la qualité devrait s'adresser non seulement au personnel d'inspection, mais impliquer aussi tous les opérateurs de la chaîne alimentaire, depuis les fournisseurs d'intrants agricoles, jusqu'à la distribution finale en passant par la récolte et le traitement. À ce stade, il est important de contribuer à l'intégration des normes internationales au niveau régional et de promouvoir le réseau technique d'agents travaillant dans chaque secteur d'activité spécifique. Les domaines suivants sont considérés prioritaires pour bénéficier d'une assistance future au niveau régional : Politique et pratiques de bonne gouvernance -

Législation et normes relatives à la sécurité alimentaire, à la santé animale, à la santé publique et phytosanitaire - Améliorer les principaux outils de gestion - Promouvoir l'importance de l'élaboration de systèmes de surveillance de la santé publique/animale et phytosanitaire - Suivant l'élaboration de la base de données officielles des contrôles, élaboration et établissement de systèmes d'inspection des denrées alimentaires fondée sur les risques.

### Laboratoires

Le programme EDES a mené **des actions d'assistance technique avec environ 120 laboratoires**. Une mise à niveau des laboratoires publics reste indispensable, mais aussi que l'offre d'analyses provenant des laboratoires privés (notamment ceux qui ont obtenu l'accréditation) devrait être intégrée et encouragée par les Autorités compétentes.

### Formations

La formation n'est pas un but en soi. Elle doit être utile et répondre à des besoins. Elle doit aussi permettre l'évolution de la personne ou de la structure. Pour soutenir la mise en œuvre d'un plan d'action efficace dans un pays, il faut disposer en parallèle d'un programme de renforcement des capacités qui comporte deux volets ciblant les services officiels de contrôle et le secteur privé. C'est une condition sine qua non pour avoir un impact concret sur l'amélioration des filières.

Pour gagner en efficacité, la remise à niveau des connaissances (des experts, mais aussi de certains cadres) est un préalable efficace aux autres formations. Ce doit même être un prérequis pour les formations de formateurs (destinées aux experts ACP). A cet égard, la formation à distance et le tutorat sont des voies à mieux exploiter.



## PAEPARD (Financement Union Européenne, 80% sous ligne budgétaire du programme de sécurité alimentaire)

La plateforme de partenariats africains et européens dans le domaine de la recherche agricole pour le développement (Paepard) favorise la collaboration et le dialogue entre les acteurs de la recherche, les organisations paysannes, les ONG et le secteur privé en Afrique et Europe autour de projets de recherche agricole innovants. Les thèmes et projets de recherche résultant de ces dialogues répondent aux besoins réels des agriculteurs africains. Sa deuxième phase dont le budget s'élève à 7,2 millions d'Euros (2014-2017) est financée par l'Union Européenne à hauteur de 80 % dans le cadre du programme de sécurité alimentaire.

### PARTENAIRES DU COLEACP

**FARA** ([www.fara-africa.org](http://www.fara-africa.org)) - forum pour la recherche agricole en Afrique

**AGRINATURA** ([www.agrinatura.eu](http://www.agrinatura.eu)) - consortium européen de recherche et de formation en recherche agricole pour le développement

**PAFO** ([www.pafo-africa.net](http://www.pafo-africa.net)) - Organisation panafricaine des agriculteurs dont les membres sont : EAFF, PROPAC, ROPPA et SACAU

**CSA** ([www.csa-be.org](http://www.csa-be.org)) - collectif stratégies alimentaires

**RUFORUM** ([www.ruforum.org](http://www.ruforum.org)) - forum régional universitaire pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'agriculture

**FANRPAN** ([www.fanrpan.org](http://www.fanrpan.org)) - réseau d'analyse et de recherche sur les politiques alimentaires, agricoles et de développement des ressources naturelles

**ICRA** ([www.icra-edu.org](http://www.icra-edu.org)) - Centre international pour la recherche orientée vers le développement International, organisation indépendante

En 2015, Le COLEACP a poursuivi ses activités liées à la valorisation non alimentaire des mangues en Afrique de l'Ouest. Une mission d'identification de partenaires européens au salon Vivaneess à Nuremberg a été menée en 2015 afin d'amener des producteurs européens de cosmétiques naturels et biologiques à s'intéresser au programme notamment sur le thème de recherche de processus technique novateur d'extraction de l'huile de mangue. En 2015, le consortium Energie-Compost a continué ses travaux sur la mise en bouteille de Biogaz provenant de mangues, dans le cadre de projets d'implantations de biodigesteurs industriels en Afrique de l'Ouest.

Des formations internes ont été mises en œuvre sur la période: l'une à Entebbe sur le suivi des activités des consortia organisée à Entebbe, l'autre à Accra sur la gestion d'une plateforme collaborative et les moyens de communication ad hoc.

En 2016, la formation à distance devrait monter en puissance en vue d'une meilleure utilisation des plateformes collaboratives. Est attendu également le développement de partenariats commerciaux entre membres des consortia, grâce notamment au soutien envisagé du réseau des incubateurs d'entreprises régionaux (l'AAIN - African Agribusiness Incubator Network). L'objectif est de générer des résultats financiers permettant de financer les activités des consortia. A l'ordre du jour également : le suivi des résultats des recherches financées par les bailleurs de fonds et appliquées dans la création d'entreprises, sur le plan de l'emploi des jeunes et du nettoyage systématique des vergers de mangues qui doit contribuer ainsi à la lutte contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest.



## PROJET D'APPUI AU PLAN RÉGIONAL DE LUTTE ET DE CONTRÔLE DES MOUCHES DES FRUITS EN AFRIQUE DE L'OUEST (Financement Union Européenne et AFD)

Le COLEACP est impliqué dans le consortium qui gère le Projet d'appui au Plan régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'Ouest, dit « Programme Mouches des fruits », en collaboration avec deux partenaires (le Bureau d'études et de recherche pour le développement et la SOGEROM). Ce projet se déploie dans huit pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la période 2015-2019. Il bénéficiera d'une enveloppe de 23,5 millions €. L'Union européenne le cofinance à hauteur de 16,7 millions €, le solde étant couvert par l'Agence française de développement (1,5 million €) et par les contributions des États concernés (5 millions €), en nature ou en numéraire. Le comité de coordination du projet est basé à Bamako (Mali) et est constitué du chef de projet et des responsables des composantes Surveillance, Lutte et Renforcement des capacités. Le rôle du COLEACP dans ce programme est d'apporter un appui méthodologique et technique à ce comité de coordination.

## Activités et premiers résultats en 2015

Activités	Indicateur Objectivement vérifiable	Niveau de l'indicateur à atteindre	Premiers résultats
<b>Résultat 2 : Les acteurs de la filière maîtrisent les fonctions techniques, commerciales, financières et organisationnelles à l'exportation de la mangue de Guinée</b>			
<b>Produit 2.5 Les formations des acteurs dans la minimisation des pertes post-récolte sont réalisées</b>			
2.5.1 Elaboration des référentiels techniques et du matériel didactique pour les bonnes pratiques post-récolte	Des documents de référentiels techniques sont élaborés	Disponibilité des référentiels techniques et du matériel didactique	La rédaction du manuel technique est en cours et sera finalisé en janvier 2016
2.5.2 Elaboration des référentiels techniques et du matériel didactique pour les bonnes pratiques de conditionnement	Des documents de référentiels techniques sont élaborés	Disponibilité des référentiels techniques et du matériel didactique	/
2.5.3 Réaliser des formations pour les acteurs aux bonnes pratiques et à l'utilisation d'un matériel de récolte approprié afin de minimiser les pertes post-récoltes	Les acteurs sont formés à l'application des référentiels	250 acteurs vulgarisateurs formés appliquant les techniques	/
<b>Résultat 3 : Les acteurs de la filière mangue disposent de capacités de collecte, de conditionnement et de conservation adaptées</b>			
<b>Produit 3.1.1 Étude des modèles développés au Mali réalisée</b>			
3.1.1.1 Organiser un voyage d'études au Mali	Le voyage d'étude au Mali est réalisé	Les types d'unités de conditionnement appropriées sont identifiés	Le voyage d'étude a été réalisé. Les types d'unités de conditionnement et leur mode de gestion ont été identifiés. Des vergers et pépinières modernes ont également été visités
3.1.1.2 Organiser un atelier de restitution d'adoption et de validation	L'atelier de restitution est organisé, un modèle est retenu	Un type d'unité de conditionnement est retenu	Un type d'unité de conditionnement est retenu ?? à confirmer avec Maiga
<b>Résultat 4 : Les acteurs et les organisations professionnelles de la filière mangue maîtrisent mieux les fonctions organisationnelles et d'appui à leurs membres</b>			
<b>Produit 4.1. La capacité des acteurs cibles est renforcée dans la certification et le contrôle de la qualité des produits</b>			
<b>Produit 4.1.1 Un schéma opérationnel pour permettre aux producteurs l'accès à la certification GlobalGap est développé</b>			
4.1.1.1 Réaliser des campagnes de sensibilisation sur les possibilités offertes aux planteurs de bénéficier de la certification	Les acteurs sont sensibilisés	2000 acteurs sensibilisés	Développement d'un support en cours, la formation sera réalisée en 2016
4.1.1.2 Elaborer un manuel de qualité pour la certification EurepGap;	Le manuel de qualité est élaboré, adopté et disponible	Un manuel de qualité appliqué	/

Activités	Indicateur Objectivement vérifiable	Niveau de l'indicateur à atteindre	Premiers résultats
4.3.1.1.3 Former des responsables qualité (auditeurs et contrôleurs internes) au niveau des groupements.	Des auditeurs et Contrôleurs de qualité sont formés	50 auditeurs et contrôleurs formés	/
4.1.1.4 Réaliser la Certification GlobalGap	Les produits sont certifiés	3000 tonnes de mangues certifiées exportées	/
<b>Produit 4.1.2 Un système de contrôle de qualité des produits est mis en place</b>			
4.1.2.1 Déterminer et adopter des standards de qualité	Les Standards de qualité des mangues de Guinée sont élaborés et adoptés	Norme révisée selon les standards internationaux	/
4.1.2.2 Élaborer des protocoles de contrôle et d'évaluation de conformité et des manuels d'inspection	Le système de contrôle de qualité est mis en place	Un manuel de procédures de qualité est mis en place et appliqué	/
4.1.2.3 Organiser des formations des agents de contrôle de qualité et des bureaux techniques du CAFEX à l'application des normes à l'exportation	Les inspecteurs de qualité sont formés	15 agents sont formés	/
<b>Produit 4.3 : Les veilles stratégiques et la promotion commerciale sont renforcées</b>			
<b>Produit 4.3.3 : La coordination régionale avec les pays voisins produisant la mangue est dynamisée</b>			
4.3.3.1 : Identifier et établir des relations de coopération avec les institutions de promotion et organisations professionnelles des pays voisin	Des relations de coopération sont établies avec les institutions de promotion et les OP des pays voisins	Protocoles d'accords de coopération noués	2 rencontres organisées en 2015 : une avec le Projet Régional de la Lutte contre la Mouche des Fruits et une avec le PCDA. Est-ce que des protocoles d'accord ont été développés par la suite ??
4.3.3.2: Participer aux différentes rencontres de concertation	Les OP et les structures de promotion participent aux rencontres de concertation	Trois rencontres organisées entre les acteurs guinéens et les institutions de promotion et OP des pays voisins	2 rencontres de concertation : Participation à une rencontre de concertation sur la bactériose à Abidjan en Juin 2015, regroupant tous les acteurs concernés de Côte d'Ivoire, Guinée, et Burkina Participation d'AGUIPEX à une réunion des organisations nationales des exportateurs des ACP, organisée à Fruitlogistica 2015
4.3.3.2: Créer des liens de partenariat avec les opérateurs exportateurs sur le marché de l'UE	Des partenariats sont établis	Accords de partenariat noués	Des rencontres ont eu lieu avec des importateurs EU lors de la foire FRUITLOGISTICA 2015

## Principales activités du COLEACP sur 2015 (Programme mouche des fruits)

### Avril 2015 : Semaine d'imprégnation (20 au 24 avril)

Prise de contact

Elaboration des stratégies

- Travaux de groupe (CC / COLEACP) pour élaborer les stratégies d'intervention de chaque composante selon les termes de référence du projet
- Présentation schématique de la stratégie de chaque composante et mise en cohérence entre les composantes
- Finalisation des stratégies

Elaboration des plans d'action

- Travaux de groupe (CC / COLEACP) pour élaborer les plans d'action par composante basé sur la stratégie définie
- Présentation des plans Année 1 et pluriannuel et mise en cohérence entre les composantes
- A finaliser par la CC après l'atelier

Définition des modes d'intervention (= mode d'emploi)

- Ebauche du travail sous forme de logigramme, à finaliser par la CC après l'atelier

### Mai – Juillet 2015

- **Révision et finalisation du plan d'action pluriannuel et annuel**
- **Préparation de l'atelier régional (Bamako 30 juillet – 7 août)**

Appui sur la liste des participants, contenu, présentation des stratégies, méthodologies et plans d'actions, organisation de l'atelier

### Août 2015 : Atelier régional à Bamako 30 juillet au 7 août

L'objectif de l'atelier était de finaliser les plans d'action nationaux des différents pays participants. Les projets ont été présentés en séance plénière. Ensuite chaque plan d'action a été discuté avec l'équipe COLEACP et le respon-

sable de la composante concernée, ceci afin de vérifier si les différentes activités décrites étaient réalistes, planifiables et correspondaient aux objectifs demandés. Un rapport détaillé est disponible.

### Septembre - Décembre 2015

- **Révision des Termes de références d'activités prévisionnelles**

En fonction du plan d'action une série d'activités seront réalisées par des prestataires. Des TDR ont donc été rédigés. Le COLEACP a reçu régulièrement ces TDR afin de les commenter et y faire des recommandations, apporter des modifications :

- **Informations techniques**

Le COLEACP a envoyé et continuera de le faire une série de documents concernant les composantes lutte et surveillance. La liste de ces documents est disponible sur le serveur dédié au projet.

Le COLEACP est intervenu plus particulièrement au niveau de la composante Lutte afin de respecter les législations phytosanitaires des pays concernés dans le choix de certains produits de lutte contre les mouches prévues à être testés dans des essais.

- **Identification d'experts**

Pour les différents TDR, le COLEACP a commenté les listes proposées par les experts de la CC, et a aussi complété ces listes. En effet, le COLEACP possède une base de données importante d'experts dont nombreux peuvent répondre aux actions à réaliser.

- **Suivi du plan d'action et des TDR, appels d'offre, rapports d'activités**

Le COLEACP est tenu informé du déroulement des actions prévues, de la position administrative des TDR et des appels d'offre. Si nécessaire des commentaires sont faits.



## PRODEFIMA (Financement CCI-OMC)

Le Projet de développement de la filière mangue en Guinée (PRODEFIMA-Guinée) est mené par l'Agence guinéenne de la promotion des exportations (Aguipex). Il est financé à hauteur de 3 million USD par le Centre du commerce international (CCI) de l'Organisation mondiale du commerce, via son programme de développement Cadre Intégré Renforcé (CIR).

Le COLEACP est en charge du renforcement des capacités de ces acteurs. Des synergies avec le programme Mouches des fruits sont également à établir.

PRODEFIMA vise à renforcer la production et les ventes notamment à l'export de la filière mangue guinéenne. Pour cela le projet doit contribuer :

- à l'amélioration de l'environnement fiscal et réglementaire ;
- à l'amélioration de la productivité et de la qualité des mangues ;
- au renforcement des capacités de collecte, de conditionnement et de conservation des mangues à l'exportation ;
- au renforcement des capacités des acteurs et des organisations de la filière mangue et l'appui à la commercialisation ;
- au renforcement du cadre institutionnel et des capacités du personnel de gestion du CAFEX -AGUIPEX (agence d'exécution du projet).



### Premiers résultats

Les premières activités ont démarré avec l'organisation d'un voyage d'étude au Mali. Un groupe de 10 participants s'est rendu à Bamako et à Sikasso du 09 au 14 Juin 2015. Le groupe a pu visiter des vergers modernes ainsi que des stations de conditionnement. Suite à un atelier de restitution en décembre 2015, il est prévu que les participants travaillent en 2016 sur un projet de station de conditionnement adapté aux conditions de la Guinée pour la région de Kankan.

Sur la même période, le matériel pédagogique nécessaire aux formations a été conçu et la production des supports est en cours d'élaboration en fonction des différentes cibles d'apprenants. Il est également prévu qu'un guide d'animation des formations de formateurs soit finalisé début 2016 dans la continuité d'une mission terrain de la chargée du projet au Coleacp.

Des formations démarreront en 2016. Il s'agira de formation de formateurs sur le thème « récolte et post récolte » ciblé agents techniques puis d'une formation de formateurs sur le thème « conditionnement » ciblé responsables qualité et chefs stations des unités financées par le projet.

Enfin, il est envisagé que des formations sur les résultats liés à une meilleure maîtrise des différentes étapes de commercialisation de la mangue au niveau des organisations professionnelles et de leurs membres, soient mises en œuvre également en 2016.

Prodefima a bénéficié d'autres activités du COLEACP dans la filière mangue. Par exemple :

- Participation à une formation de formateurs sur la mouche des fruits qui s'est tenue à Abidjan en mars 2015,
- Participation à un atelier régional sur la bactériose à Abidjan :
- Participation de Mr Diallo de AGUIPEX à Fruit Logistica 2015 ce qui a favorisé les contacts avec les associations nationales de producteurs, les exportateurs de mangues et les acheteurs européens.

L'année 2016 concentrera le plus grand nombre d'activités de la période du programme. Il est ainsi prévu que le COLEACP travaille sur :

- l'élaboration des référentiels techniques et de matériel didactique pour les bonnes pratiques de conditionnement.
- la réalisation d'un manuel de qualité pour la mise en place et la validation d'un système de gestion de la qualité sanitaire.
- la formation de responsables qualité (auditeurs et contrôleurs internes) au niveau des groupements.
- la validation de systèmes de gestion de la qualité sanitaire.
- la facilitation des échanges entre le PRODEFIMA et les institutions qui appuient le secteur mangue dans la sous-région (via le projet mouche des fruits notamment).
- la mise en réseau et relation de PRODEFIMA avec les associations professionnelles de producteurs et d'exportateurs de mangue de Côte d'Ivoire, du Mali, du Burkina Faso, du Ghana et du Sénégal et avec les importateurs européens de mangue.

4

## VIE DU RESEAU ET PARTENARIATS



 **Small Farmers  
Big Business**

### Value Chains for Value Gains

Engaging the private sector  
for inclusive and  
sustainable agricultural  
growth in ACP countries





## UNION EUROPÉENNE ET REPRÉSENTATIONS ACP

Le COLEACP entretient des relations régulières avec les institutions et les représentations de l'UE et ACP. En 2015 les réunions avec la Commission Européenne, les Ambassades des Etats ACP à Bruxelles et le Secrétariat Général du groupe des Etats ACP ont été multiples, dans un contexte de clôture des programmes PIP et EDES et de préparation du prochain programme de coopération financé par l'UE pour la période 2016-2020. A noter en 2015 le soutien particulier du Parlement Européen au COLEACP dans la promotion des résultats de son action et de son nouveau programme post 2015.

En juin 2015, l'ambassade de la République de Vanuatu et le COLEACP/PIP et EDES ont réuni leurs forces pour organiser un séminaire régional en soutien aux secteurs agroalimentaires de Vanuatu et dans la région Pacifique : amélioration de l'impact et de l'efficacité de l'assistance technique. Le séminaire portait sur l'efficacité et l'efficience des programmes régionaux d'assistance technique et envisageait de nouvelles manières de travailler pour tenir compte des défis particuliers auxquels font face les pays du Pacifique. Les deux ambassadeurs étaient présents à l'atelier et ont exprimé leur volonté d'améliorer l'assistance technique dans les PEID.



## Union Africaine

Le COLEACP via le Programme EDES suit spécifiquement les projets de l'Union Africaine visant à mettre en place une autorité de sécurité sanitaire des aliments à portée continentale, ainsi qu'un « Système d'Alerte Rapide » sur les aliments et l'alimentation animale.

## UEMOA

La collaboration relève des activités suivantes : développement des méthodologies pour l'élaboration des guides d'autocontrôle, appui à la définition d'exigences standards (table des matières) auxquelles un guide doit répondre, rédaction et mise en œuvre de guides dans deux filières (végétale et animale), appui à l'identification de la méthodologie d'élaboration du référentiel d'analyse des systèmes SSA intégrant le niveau régional. En octobre 2015, EDES a co-animé l'atelier d'élaboration de la documentation administrative et scientifique du projet de Dispositif Régional d'Evaluation des risques organisé par la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou. Le « Vademecum » rédigé par l'UEP EDES avec l'appui de l'ANSES a servi de support lors des travaux.

Le COLEACP appuie les entreprises agricoles à devenir plus efficace et responsable, afin qu'elles jouent pleinement leur rôle dans le développement socio-économique de leur pays, via des partenariats public-privé. L'agriculture est vitale pour le développement inclusif et durable dans les pays ACP, car étroitement liée aux questions de sécurité alimentaire et parce qu'elle constitue un vecteur de développement économique dont les bénéfices peuvent se propager à d'autres secteurs de l'économie. L'éradication de la pauvreté. La sécurité alimentaire et la nutrition. L'agriculture durable. La croissance économique soutenue, durable et inclusive. Le plein emploi productif et un travail décent pour tous. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Pour relever ces défis, le COLEACP diffuse son approche de la coopération au développement grâce à des partenariats stratégiques, qui par ailleurs constituent les bases de son soutien futur au secteur agroalimentaire dans les pays ACP.

## SECTEUR FRUITS ET LÉGUMES

### Fabricants de produits de protection des plantes

Il est nécessaire de coordonner la R&D afin de résoudre les problèmes de production et assurer la durabilité à long terme. Grâce à son lien étroit avec les producteurs et les exportateurs, le COLEACP identifie les besoins émergents et utilise ces informations pour orienter les activités. Cependant, la seule R&D du COLEACP ne suffit pas à résoudre les nombreux problèmes auxquels l'horticulture des pays ACP fait face. Afin d'assurer un effort de R&D plus soutenu et coordonné, le COLEACP met les informations activement à disposition des programmes nationaux, des donateurs et des initiatives de coordination de la recherche internationale (par ex., PAEPARD, ENDURE). Il garde aussi un contact avec les programmes de recherche nationaux et financés par les donateurs afin de canaliser les informations sur les nouveaux besoins en matière de recherche dans leurs processus de planification. Afin de maximiser l'impact, d'augmenter l'efficacité et d'éviter les activités redondantes, le COLEACP a signé un protocole d'accord avec plusieurs acteurs internationaux, notamment la FAO, CropLife Africa and Middle East et le « Projet de production de données sur les limites maximales de résidus de pesticides » financé par le STDF. Des partenariats ont aussi été créés avec les principales parties prenantes, notamment les autorités de réglementation nationales et les fabricants de produits phytosanitaires. Des accords de partenariat ont aussi été signés avec les fabricants suivants :



- Syngenta (couvrant le travail sur l'abamectine, le chlorothalonil, la cyromazine, le difénoconazole, la lambda-cyhalothrine, l'azoxystrobine et le thiaméthoxame)
- Dow (sur les dithiocarbamates, le méthoxyfénozoïde, le myclobutanil, le spinosad et le spinetoram)
- Bayer (sur l'imidacloprid, le thiaclopride, le tébuconazole et la triifloxystrébine)
- FMC (sur la bifenthrine)
- Cheminova (sur le diméthoate et sur le malathion)
- Agrifar
- BASF

### FRESHFEL

Le COLEACP y participe à titre de membre du groupe de travail sur la qualité des aliments. De plus, le COLEACP contribue à des exercices de consultation menés par FRESHFEL et liés à la protection des cultures, à des problèmes de production et aux modifications apportées à la réglementation de la CE. En 2015, le COLEACP a été en liaison et en coordination avec Freshfel et ses membres afin d'aborder les notifications dans le domaine phytosanitaire des pays ACP, pour éviter les sanctions de la CE, en particulier en ce qui concerne les mouches des fruits sur la mangue en provenance d'Afrique de l'Ouest. Autres sujets de collaboration en 2015 : le virus Ebola et les considérations pour le secteur de l'exportation de produits frais, évaluation de l'impact avec des critères pour identifier les perturbateurs endocriniens, veille sur les notifications du RASFF au Kenya sur les pois et les haricots à gousses, questionnaires adressés aux sociétés

des pays ACP sur l'utilisation de a) désinfectants et b) produits contenant du phosphonate.

### ISO 26000

La norme ISO 26000 aide les organisations à contribuer au développement durable en faisant la promotion d'une définition commune dans le domaine de la responsabilité sociale. Le COLEACP pense que cette norme pourrait aider les sociétés et les consultants des pays ACP à mieux comprendre le concept de développement durable du point de vue d'une entreprise. L'outil ISO 26000 est un outil complémentaire de la formation du COLEACP/PIP ; il aide les sociétés à intégrer des préoccupations sociétales dans leurs activités quotidiennes tout en développant de nouveaux avantages concurrentiels.

### Fresh Produce Consortium (FPC) au Royaume-Uni

Le COLEACP participe à des réunions régulières du groupe technique de FPC. En 2015, cela s'est traduit par des échanges réguliers au sujet de la crise des LMR au Kenya et des contrôles accrus, mais aussi sur les interceptions et les contrôles phytosanitaires au Kenya, en Ouganda et en Côte d'Ivoire. Des échanges ont également eu lieu pour traiter des implications des modifications des règlements l'UE (par ex., sur le fosétyl aluminium et le chlorate) et étudier l'impact sur les fournisseurs des pays ACP.

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

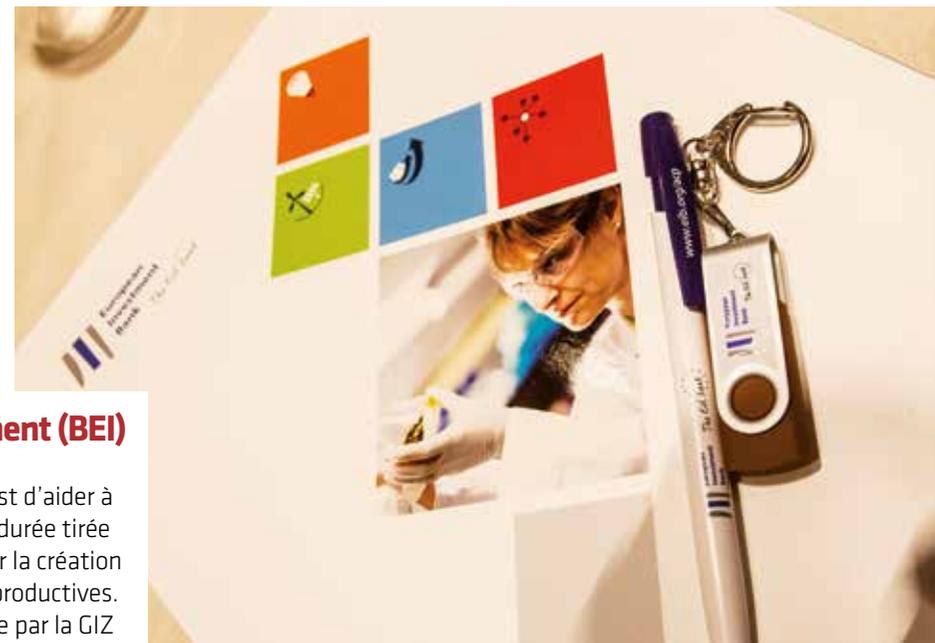
### Banque africaine du développement

Le 11 décembre 2015, la Banque africaine du développement (BAD), a reçu une délégation du COLEACP pour une réunion conjointe. Ensemble, ils ont convenu qu'il existait un potentiel, une complémentarité, et un potentiel de collaboration important entre la BAD et le COLEACP dans le cadre de la programmation d'après Dakar. Celui-ci couvre 18 points d'action, comme « amélioration de la productivité agricole, réformes institutionnelles et changements systémiques, réformes politiques en soutien à la transformation agricole, fournitures d'intrants agricoles aux agriculteurs, échanges de matières premières agricoles et soutien aux chaînes de valeur robustes pour les principales matières premières ». Plusieurs options de partenariat ont été identifiées : Cofinancement de projets d'investissement où le COLEACP a des demandes de pays spécifiques, par exemple au Rwanda, au Nigéria, missions de conseil de la Banque, travail conjoint sur les connaissances en matière de priorités agricoles stratégiques de la Banque et aligné à l'Agenda de transformation agricole d'après Dakar.

### Banque Européenne d'Investissement (BEI)

Le but primordial de la BEI dans les pays ACP est d'aider à générer une croissance économique de longue durée tirée par le secteur privé et de réduire la pauvreté par la création d'emplois et un meilleur accès aux ressources productives. En 2014, la BEI a commandité une étude menée par la GIZ sur les priorités d'investissement futur pour le financement du développement agricole et des chaînes de valeur alimentaires dans des pays d'Afrique subsaharienne sélectionnés. Le COLEACP, en tant que partenariat public-privé, favorise une approche durable pour le développement des pays ACP, articulée autour d'une participation active, complémentaire et équilibrée des sociétés multinationales, des PME et des petits producteurs. L'amélioration des processus et performances de gestion des sociétés bénéficiaires devrait leur faciliter l'accès à diverses sources de financement, parmi lesquelles figurent les nouveaux instruments financiers de la BEI disponibles pour le secteur agricole des pays ACP. L'objectif du COLEACP est de déterminer comment il est possible d'améliorer la valeur des activités d'assistance technique actuelles et futures réalisées avec les sociétés du secteur agroalimentaire des pays ACP pour servir de levier financier.

Le COLEACP et la BEI ont collaboré aux Journées Européennes du Développement dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre du panel de haut niveau « ("Growing agriculture, growing jobs : The private sector on the spot" 4 juin 2015)



### Banque mondiale

Le COLEACP a collaboré avec les projets PCDA au Mali, PAFASP au Burkina Faso et PDMAS au Sénégal. En particulier dans le cadre de l'élaboration et de l'implantation d'un Guide du Système d'autocontrôle dans la filière mangue.

Le COLEACP (via EDES) a notamment travaillé au développement d'outils de formation et de vulgarisation des méthodes d'autocontrôle applicables par les producteurs. En République de Côte d'Ivoire, des actions ont été menées dans les filières mangue, produits vivriers et cacao avec le FIRCA (Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles) qui gère le programme national de la Banque Mondiale en RCI.

## Centre pour la promotion des importations des pays en développement (CBI)

En 2014, un protocole d'accord conjoint CBI-COLEACP a été signé avec VEAPS (au Suriname) afin de renforcer les capacités des membres sur des sujets liés à la sécurité des aliments, l'utilisation sûre des pesticides, la protection des cultures, les pratiques environnementales et sociales. Quatre formations de formateurs (techniques et pédagogiques) ont été organisées par le COLEACP et le CBI. Deux de ces formations se sont déroulées en 2014 et les deux autres ont été organisées en 2015.

## CTA

Le CTA a en 2015 notamment participé au Symposium « support of the agri-food sectors in Vanuatu and the Pacific region: improving impact and efficiency of technical assistance » organisé par le COLEACP à Port-Vila en juin 2015. Le financement conjoint d'une étude sur « expanding eastern caribbean agro-food trade through production integration/pooled supply approach » est en cours de discussion.

Le COLEACP et le CTA ont également collaboré lors des JEDS 2015 dans le cadre de la mise en place de l'atelier « Value chains for value gains – Engaging in the private sector in sustainable agriculture and agribusiness ».

## CTB - Trade for Development Center

Un Memorandum of Understanding a été signé avec le Trade for Development Center de la CTB (Coopération Technique Belge). Deux experts du PIP et un expert d'EDES ont participé au jury de sélection de projets d'assistance technique dans le domaine de l'agriculture durable pour des entreprises et des groupements/coopératives actifs dans les filières Fruits Légumes & Légumineuses, noix, plantes aromatiques, riz et Cacao entre juin et octobre 2015. Les experts ont fait la lecture et l'analyse des dossiers de candidatures (26 dossiers en tout) et participé au Jury phase intermédiaire et phase finale.

## FAO



Le COLEACP collabore régulièrement avec des agences des Nations Unies avec lesquelles il partage la vision d'un secteur privé moteur d'un développement durable pour tous : le Centre de commerce international (CCI), l'Organisation pour le Développement Industriel des Nations Unies (ONUDI) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La collaboration du COLEACP avec la FAO en 2015 et à venir en 2016 concernent : les projets gérés par le « Pesticide Risk Reduction Group », le Projet régional de la FAO GCP /INT/147/GFF – « Renforcement des Capacités des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour la réduction des pertes agricoles et les risques des pesticides pour la santé et l'environnement », trois Projets du même type pour les Caraïbes, le Cameroun et le Bénin, la création d'une base de données PSMS sur les BPA en relation avec les LMRs, le redémarrage du RADHORT (Réseau Africain pour le Développement de l'Horticulture), les essais d'efficacité biologique menés dans le cadre du COLEACP/PIP et les premiers résumés d'essais.

Par ailleurs, un accord a été établi avec la FAO concernant l'utilisation des textes de plusieurs manuels FAO sur la Sécurité Sanitaire des Aliments. Ces manuels ont été intégrés dans des supports de formation du Programme EDES avec l'accord de la FAO. A la demande des autorités du Kenya, le Programme EDES du COLEACP a apporté son soutien à l'élaboration d'une stratégie de sécurité sanitaire des aliments, permettant de mettre en œuvre cette politique. En Afrique de l'Ouest (Gambie, Sénégal, Burkina Faso, Mauritanie), des relations ont été établies avec l'ONUDI qui exécute (sur financement UE) le Programme Qualité Afrique de l'Ouest visant à soutenir la compétitivité et l'harmonisation des mesures OTC et SPS, ainsi que le développement d'infrastructures de qualité.

Enfin, toujours en 2015, le COLEACP a collaboré avec la FAO (et la BEI) dans le cadre de la conception et la mise en place d'un panel de haut niveau aux Journées Européennes du Développement (« Growing agriculture, growing jobs: The private sector on the spot » 4 juin 2015).

## Fondation Louis Dreyfus (FLD)

Un protocole d'entente a été signé en 2014 avec Louis Dreyfus Commodities Sénégal dans le cadre des actions de la Fondation Dreyfus. En 2015 deux étudiantes de l'UCAD, employés de la FLD ont été formées sur l'usage sécurisé des pesticides et les animations pédagogiques du COLEACP/PIP. Ensuite elles ont été coachées pendant qu'elles formaient des maraichers. Ces étudiantes vont, grâce à la logistique de la FLD, effectuer des formations à l'USP auprès de 7000 maraichers dans la zone des Niayes.

## Centre du commerce international (CCI)

Trade for Sustainable Development (T4SD) est un programme de partenariat du Centre du commerce international (OMC) visant à améliorer la transparence sur les normes privées et à augmenter les possibilités d'offrir une production et un commerce certifiés. En 2014 et 2015, le COLEACP s'est réuni plusieurs fois avec le CCI pour aborder les mises à jour effectuées au Standards Map, ainsi que les nouveautés dans le domaine de la durabilité. Le COLEACP/PIP participe activement à la nouvelle plateforme interactive « SustainabilityX-change » de T4SD pour le développement d'une chaîne d'approvisionnement durable. En 2015, cela s'est traduit par un partage des connaissances et une participation à des groupes de discussion (par ex., consultation publique sur un ensemble de critères révisé pour évaluer la crédibilité de normes de durabilité. Le COLEACP/PIP est invité à participer au comité consultatif des parties prenantes du programme Trade for Sustainable Development (T4SD) de la CCI. En 2015, cela s'est concrétisé par une participa-

tion à des séminaires en ligne et une intervention en tant que panéliste au forum 2015 de T4SD.

Par ailleurs, toujours en 2015, le COLEACP a partagé sa connaissance du secteur horticole kenyan avec l'ITC qui démarre un projet de renforcement de capacités de la filière avocat au Kenya. Des échanges avec ITC ont permis de partager des informations sur les entreprises productrices d'avocat appuyées par le COLEACP/PIP, l'appui reçu du COLEACP/PIP, le matériel technique et pédagogique développé et utilisé, les méthodologies d'intervention du programme ainsi que des informations sur les prestataires de service au Kenya.

## OIE (Organisation Mondiale de Santé animale)

Un Protocole d'Entente a été établie avec l'OIE (Organisation Mondiale de Santé animale). Des activités ont été réalisées en étroite collaboration, notamment pour : (1) la formation régionale des « points focaux » pour la sécurité sanitaire des aliments ; (2) la programmation et l'exécution des contrôles officiels ; (3) la formation et le renforcement des capacités en matière de diagnostic et de surveillance des maladies des animaux aquatiques. Syngenta Foundation for Sustainable Agriculture (SFSA) Suite aux contacts pris en 2013 avec la fondation, Farmforce, le software développé par Syngenta Foundation a été testé en 2014 et 2015 auprès de 6 entreprises kenyanes avec l'appui du COLEACP /PIP. En octobre 2015, une réunion a eu lieu avec Syngenta Foundation, suite à laquelle une proposition de MoU entre les deux structures a été préparée et envoyée à SFSA pour officialiser la communication, le partage du matériel de formation et le programme durabilité du COLEACP.

## WWF - Market Institute

Le COLEACP a été invité par le WWF à participer en 2015 à une nouvelle initiative, le lancement de l'Institut des marchés. Cette initiative s'inscrit comme une réponse à la problématique globale et aux tendances émergentes du défi le plus urgent de notre époque: la production d'aliments au 21e siècle. Cette initiative repose sur l'héritage de WWF en matière de protection de la planète et tire parti des travaux d'avant-garde sur la transformation des marchés réalisés par l'organisation. Elle s'appuie également sur la réputation de WWF dans le domaine de plates-formes multi-acteurs et sur ses antécédents en matière d'anticipation de problèmes et de tendances clés.

Une première rencontre a rassemblé un petit groupe de leaders de l'industrie agricole et alimentaire. L'objectif était d'explorer dans la chaîne de valeur, pour les producteurs, agrégateurs, distributeurs et les marques, les pistes de solutions pour combler le déficit mondial en produits durables (chiffré à 200 milliards de dollars). Il s'agissait également de commencer à réfléchir sur la façon concrète de répondre à la question ainsi posée. Le COLEACP a assisté à la réunion en tant que représentant du secteur fruits et légumes. Cela a été aussi l'occasion de présenter et de recueillir des commentaires sur son nouveau programme durabilité pour les filières ACP.

## AUTRES PROGRAMMES DE COOPÉRATION (HORS PROGRAMMES DU COLEACP)

### Projet de production de données sur les limites maximales de résidus de pesticides

Le projet : « Renforcement des capacités régionales pour répondre aux exigences relatives aux exportations et aux pesticides fondées sur les normes internationales » est mené par l'Union africaine et le Service agricole étranger du Département américain de l'Agriculture (USDA-FAS). Ce projet est une initiative des pays ACP souhaitant lever les barrières commerciales résultant de l'absence de LMR ou valeurs harmonisées (UE, Codex, États-Unis) pour les fruits et légumes tropicaux. Le financement du projet par le biais du STDF a été approuvé en octobre 2012.

Le but final est de fournir une formation aux pays ACP (et à certains pays asiatiques et d'Amérique centrale et latine). Ce projet a réduit son programme de travail initial. Étant donné qu'il cible de nombreux pays qui ne font pas partie des pays ACP, seulement 4 des substances actives sélectionnées concernaient des cultures tropicales : pyriproxyfène, spinetoram, azoxystrobine et difénoconazole. Fin juillet 2015, Syngenta (azoxystrobine et difénoconazole) et Dow (spinetoram) se sont retirés du projet. De nombreuses activités sont donc restées en suspens.

### BTSF

Le Manuel BTSF sur l'HACCP a ainsi été régulièrement proposé aux bénéficiaires du secteur privé comme ouvrage de référence en complément aux supports d'EDES. Une formation régionale sur le guide d'application du « référentiel hygiène » et ses règles d'application a eu lieu en juin 2015 (action conjointe avec le BTSF au Burkina Faso). La méthodologie d'intervention du Programme EDES a également été présentée par le Directeur-adjoint d'EDES à Ouagadougou en juin 2015 à l'Atelier BTSF.

### GMUS – Programme mondial pour les usages mineurs

En 2007, le premier sommet GMU a été organisé conjointement par la FAO, le Département américain de l'Agriculture (USDA), l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et le quatrième Projet de recherche interrégional (IR-4) dans le but global d'appuyer les usages de cultures mineures qui ne font pas l'objet d'un soutien de l'industrie. En 2012, un deuxième sommet GMU a été organisé pour créer un groupe dont la mission était d'explorer la faisabilité d'un processus de définition des priorités à l'échelle mondiale. Il a été décidé de d'abord créer une base de données comportant des entrées provenant de tous les pays/organisations

participants. Le COLEACP a contribué à la création de la base de données et a envoyé en 2015 un panorama final de l'ensemble des cultures/nuisibles et maladies/produits testés. D'après les données reçues, 3 nuisibles/maladies des cultures suivantes ont été approuvés : pour les serres, pucerons sur les laitues ; pour les régions tempérées, mildiou sur les légumes feuilles ; pour les régions tropicales, mouches des fruits à peau non comestible. Un deuxième, puis un troisième ensemble de 3 combinaisons chacun ont également été sélectionnés.

### ICCO (STDF, Crop life International)

Le COLEACP via EDES a participé à un projet coordonné par l'ICCO (International Cocoa Organization). Ce projet a été mené en partenariat avec STDF et Crop Life International. Il a visé à agir sur le « Renforcement des capacités SPS en Afrique pour atténuer les effets néfastes des résidus de pesticides dans le cacao et de maintenir l'accès au marché ». Ce projet cible le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Togo.



## Partenariat Bactériose Mangue

Un atelier régional dédié à la bactériose a été organisé par le COLEACP en collaboration avec le CPI du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2015 en Côte d'Ivoire.

## Projet « Pêche et Production Marine » en Sierra Leone

Une collaboration du COLEACP via EDES a été envisagée avec la société hollandaise PRECON Food Management qui collabore avec l'Université de Wageningen et qui gère ce programme (EDES ayant aussi sollicité PRECON pour la rédaction de Cahiers Techniques). L'enjeu a été d'établir des synergies - en particulier sur le secteur de la pêche - et de partager les expériences respectives dans le but de pouvoir en tirer avantage au niveau régional (Gambie, Sénégal, Mauritanie, Guinée, Guinée-Bissau).

## Projet SIFAV : Collaboration entre VECO et Special Fruit pour les producteurs de fruits de la passion kényans et tanzaniens

Une société importatrice belge, administratrice du COLEACP, Special Fruit, a soumis un projet pour assurer un marché durable pour les petits producteurs de fruits de la passion en Afrique de l'Est avec l'IDH (projet SIFAV : Sustainability Initiative Fruit and Vegetables). Special Fruit veillera à ce que soit créé un marché durable pour le fruit de la passion en collaboration avec le supermarché Colruyt en Belgique. En 2015, deux sociétés tanzaniennes productrices de fruit de la passion pour Special Fruit ont été soutenues par la mise en œuvre de l'initiative BSCI.

## Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)

L'objectif est ici d'identifier les bénéficiaires et les actions menées par chacun (STDF et COLEACP EDES), le Programme EDES étant parfois amené à intervenir suite aux activités réalisées par STDF comme au Cameroun, par exemple, avec le CNCOSAC.

## TBT (Technical Barriers to Trade)

Un accord de collaboration a été signé entre le COLEACP et le programme TBT en décembre 2013. En 2014, plusieurs sessions de formations de formateurs ont été organisées avec le TBT auprès de professionnels de la filière ananas

en République Dominicaine. En 2015 ces formations ont été finalisées. Par ailleurs, le COLEACP a collaboré sur une mission pour le CEDA (Caribbean Export Development Agency) qui a consisté à faire un diagnostic des besoins en formation des opérateurs dans les Caraïbes.

## L'USAID/WWF (Gambie)

Programme visant la zone de pêche de Baa-Nafaa et le secteur au Sénégal. Le Projet doit fournir des installations d'eau et d'assainissement aux zones côtières sélectionnées pour renforcer l'amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène des sites de débarquement du poisson. Le Programme EDES du COLEACP s'est rapproché de ce programme pour ses activités dans le secteur pêche.





## Valuechain4valuegain

Le projet "Value Chain for Value Gain" (VC4VG) est porté par la plateforme 'Small Farmers, Big Business?'. Il a été présenté lors des JEDs 2015 et a reçu un fort soutien de principe de la Commission Européenne et du Secrétariat Général du groupe des Etats ACP. La plateforme SFBB a été fondée par le COLEACP, l'agence de coopération allemande (GIZ), l'ONG néerlandaise SNV et l'Organisation pour le développement industriel des Nations unies (ONUDI); VC4VG devrait démarrer en 2016 sous réserve d'un financement UE. Il concernera le développement de plusieurs filières ACP, notamment la noix de cajou, le cacao, les produits laitiers et les produits de la pêche.



## ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ACP

### AFGEAN (Nigeria)

L'appui au secrétariat exécutif a été poursuivi jusqu'en juin 2015, AFGEAN a ensuite trouvé une solution pour garder le Secrétaire Exécutif en place jusqu'en octobre 2015.

### APROVAG - L'Association des Producteurs de la Vallée du fleuve Gambie

Le COLEACP appuie l'APROVAG depuis 2012, en collaboration avec d'autres bailleurs et partenaires. Chaque partenaire a pris en charge une partie bien spécifique des besoins de la structure et travaille en étroite collaboration avec les autres partenaires afin d'éviter les duplications.

Cette collaboration porte ses fruits puisqu'en 2014, APROVAG s'est dotée d'une station de conditionnement moderne avec Cableway et a démarré l'exportation de bananes par l'envoi d'un premier container aux Pays-Bas. En 2015, avec l'appui du COLEACP/PIP, APROVAG a abouti à la certification BIO, Globalgap et Flo. La coopérative exporte en Europe et commercialise également ses bananes sur le marché local.

### APROPIC (République Dominicaine)

APROPIC est une association de producteurs d'ananas située dans la zone de Cotui. En collaboration avec le programme TBT, le COLEACP/PIP a formé des techniciens d'APROPIC ainsi que des agents du ministère aux bonnes pratiques agricoles et à la qualité sanitaire. En 2015, un appui a été donné à l'association pour la mise en place

d'un système de gestion de la qualité sanitaire. Après un diagnostic réalisé en septembre 2014, un appui à la mise en place a été organisé entre octobre 2014 et janvier 2015. L'objectif est que les membres de l'association puissent arriver à la certification GlobalGAP.

### **Arexma (association régionale des exportateurs de mangues et de fruits tropicaux)**

AREXMA est une association d'exportateurs de mangues créée en 2011 en Côte d'Ivoire et qui regroupe 13 opérateurs. En 2015, une action de recherche de moyens de communication a été mise en place et une formation de techniciens des exportateurs dans la surveillance des vergers (apparition des symptômes de bactériose, symptômes des maladies fongiques ...) a été organisée avec centralisation des informations auprès d'Arexma et diffusion des informations aux membres.

### **EHPEA (Éthiopie)**

L'association EHPEA (Ethiopian Horticulture Producers and Exporters Association) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont les membres sont tous des entreprises déclarées engagées dans la production de fleurs, la coupe, la propagation, les plantes ornementales, les fruits, les légumes et les herbes aromatiques pour le marché de l'exportation. Plus de 70 % des entreprises horticoles productrices et exportatrices intervenant en Éthiopie sont membres de l'association. Le protocole d'accord signé entre l'EHPEA et le COLEACP inclut notamment une formation sur l'« Évaluation des besoins en formation » organisée entre août et octobre 2014. Deux des formateurs de l'EHPEA ont été accompa-

gnés alors qu'ils délivraient une formation à l'intention des sociétés sur l'utilisation sûre des pesticides et la traçabilité/l'hygiène.

### **La FOS (Fondation Origine Sénégal)**

La FOS a été créée en 2010 et regroupe 81 entreprises d'exportation. Son rôle est de défendre l'origine Sénégal, de promouvoir le dialogue public/privé, de gérer des infrastructures post-récolte et logistique (Feltiplex), de gérer un système de gestion des connaissances (bilan de campagne, notes techniques) et d'être un interlocuteur pour l'innovation produit. En 2015 la FOS a été appuyée par un transfert de compétences pour réaliser les bilans de campagne mangues et légumes.

### **GAVEX - Ghana Association of Vegetable Exporters**

Une délégation du COLEACP a rencontré cette association en novembre 2015 pour faire l'état des lieux des besoins de l'association, en particulier en lien avec la crise qui a frappé le secteur des légumes au Ghana (embargo européen sur les légumes en raison d'un niveau d'interception élevé). Un autre élément à prendre en considération était le rôle potentiel que pourraient jouer d'autres secteurs de produits frais au Ghana. Certains d'entre eux réussissent très bien et approvisionnent la fourchette haute des chaînes de valeur mondiales depuis de nombreuses années. Parmi eux, on peut citer l'ananas et d'autres fruits comme la papaye, la mangue et la banane bio, même si c'est à une échelle plus petite. Certains s'approvisionnent chez des exploitants de plantations satellites. De nombreux producteurs et exportateurs sont certifiés selon des normes privées de sécurité

des aliments (notamment GLOBALGAP et une ou deux normes du BRC, mais aussi selon certains programmes de marchés de niche comme le commerce équitable et l'agriculture biologique). On pourrait explorer les manières d'évaluer de quelle manière l'industrie des légumes pourrait tirer profit de ces opérateurs expérimentés. En outre, de nombreux prestataires de service pourraient tirer parti de liens plus resserrés avec des associations/groupes de travail de l'industrie de ces autres secteurs, en particulier SPEG, la Task force horticole menée par FAGE et le groupe de travail technique national de GLOBALGAP.

### **VEAPS (Suriname)**

L'Association d'exportateurs de produits agricoles du Suriname dont le nom en néerlandais est Vereniging van Exporteurs van Agrarische Producten Suriname (VEAPS), est une association professionnelle qui propose à ses membres des formations et des informations sur les marchés et les tendances, et une assistance technique en lien avec la gestion des cultures ; ses membres sont des agriculteurs et des exportateurs implantés au Suriname. En 2014, trois formations ont été dispensées et les stagiaires ont pu bénéficier d'un accompagnement lorsqu'ils ont fait leurs premiers pas dans la formation au sein de leur société/organisation. En 2015, une quatrième formation a été finalisée.



## LE COLEACP POURSUIT SA PARTICIPATION EN TANT QUE MEMBRE PERMANENT DES GROUPES SUIVANTS :

- Groupe de travail sur la qualité des aliments de la Table ronde européenne de la chaîne alimentaire (via FRESHFEL)
- COPA-COGECA
- Groupe technique de Fresh Produce Consortium au Royaume-Uni
- Groupe de travail sur la protection des cultures de GLOBALGAP
- Comité des parties prenantes dans la gestion de l'eau de GLOBALGAP
- Comité des parties prenantes (GRASP) dans l'audit social de GLOBALGAP (vice-présidence)
- Comité des parties prenantes des groupes de producteurs de GLOBALGAP
- Comité des parties prenantes dans la production durable de GLOBALGAP
- Groupe de travail sur la production primaire des marchés mondiaux de la GFSI
- Groupe technique sur les réglementations mondiales de la GFSI
- Comité du programme « Fruits et légumes » de l'OCDE
- Comité consultatif du CCI Normes pour le développement
- Comité de pilotage de PAEPARD
- Plateforme « Small Farmers Big Business »
- Groupe de travail TR4 pour le Forum mondial de la banane

5

# PERSPECTIVES 2016





Au cours des années écoulées depuis les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'extrême pauvreté a pu être réduite de moitié. Il est cependant bien admis que tous les OMD n'ont pas été atteints ; les objectifs de développement durable (ODD) ont donc été lancés pour faire face aux nombreux problèmes graves restants. Le plus gros de ces défis consiste à éliminer la pauvreté et la faim et d'assurer la sécurité sanitaire des aliments pour la population mondiale qui ne cesse de croître avec des inégalités de plus en plus marquées ; il faut, en plus, tenir compte du contexte et des incertitudes des changements climatiques. La stratégie européenne présentée dans le Programme pour le changement (2011) considère que l'agriculture est un facteur important de la croissance

inclusive et durable. Elle considère que la canalisation du soutien par les MPME est une voie essentielle du renforcement de l'agriculture, de la compétitivité du secteur privé et des capacités institutionnelles locales. Elle reconnaît cependant qu'alors que les besoins ne cessent de croître, les ressources pour l'assistance au développement sont rares. Pour obtenir un impact maximal, l'aide de l'UE doit donc être utilisée de manière stratégique et efficace afin de mobiliser les ressources tant du secteur public que du secteur privé. Des possibilités claires de partenariats public-privé, de solutions fondées sur le marché et de complémentarité émergent lorsque les intérêts des sociétés coïncident avec ceux des donateurs.

En tant qu'acteur du secteur privé, détenant une expérience dans la création de liens avec le marché et la prestation de renforcement des capacités liées à la production pour les secteurs public et privé, le COLEACP est bien placé pour jouer le rôle d'agent de soutien au développement pour le secteur privé des pays ACP et pour former des partenariats avec des sociétés locales ou internationales afin d'aider à la réalisation des objectifs de développement et à stimuler les investissements.

La proposition du COLEACP vise à favoriser la croissance tout en augmentant la résilience et la durabilité des chaînes de valeurs horticoles des pays ACP par la fourniture d'une assistance technique et d'orientations politiques. L'expérience acquise par le COLEACP au cours des 15 dernières années lui a permis d'identifier certaines des principales difficultés à résoudre. En particulier, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) – y compris les petits producteurs – manquent de bonnes compétences commerciales et sont lésées par l'absence de mécanismes équitables et inclusifs et d'institutions pour accéder à des financements. En parallèle, approvisionner les marchés en satisfaisant les attentes en termes de fiabilité, de quantité et de qualité et se conformer aux réglementations et normes exigent aussi de détenir des informations et compétences qui font souvent défaut au sein des MPME.

L'intensification durable est au cœur du nouveau programme du COLEACP financé par l'UE visant à améliorer la production tout en minimisant les impacts négatifs sur le climat, les écosystèmes et l'environnement productif. Ce programme aborde aussi les dimensions sociales et économiques de la durabilité, notamment les moyens de subsistance, la viabilité économique, la justice sociale et l'inclusivité. L'accent sera particulièrement mis sur la



participation des petits producteurs, des jeunes et des femmes qui sont souvent les plus désavantagés par les changements qui s'opèrent dans les chaînes d'approvisionnement locales et mondiales et ont souvent le plus à gagner d'une amélioration des conditions dans la production, l'emploi et le commerce.

La durabilité a été considérée comme une opportunité et non comme une contrainte dans les secteurs de l'agriculture. M. Polman, PDG d'Unilever, déclare que « s'atteler à la durabilité génère de nouvelles possibilités de croissance durable, crée la préférence pour les marques, crée des entreprises, stimule l'innovation, fait croître les marchés et, dans bien des cas, génère des économies de coûts ». Le

Comité pour l'évaluation des normes de durabilité (COSA) considère l'évaluation de la durabilité comme l'une des clés de l'avantage concurrentiel des entreprises au cours de la décennie à venir.

### Compétitivité, bancabilité et durabilité, piliers de l'action future du COLEACP

Le COLEACP doit ainsi faire évoluer son approche du soutien aux entreprises agroalimentaires des pays du Sud. Nous avons élaboré un nouveau programme, orienté sur la compétitivité. Afin de poursuivre cette mission, le COLEACP a redéfini sa stratégie, son fonctionnement et

la nature de ses missions. A la base de cette réflexion: les observations recueillies par ses experts au cours des missions de terrain, les attentes exprimées par les entreprises agroalimentaires ACP, par les consultants et par les autorités publiques, de même que les lignes directrices établies par l'Union européenne dans sa récente stratégie de soutien au secteur privé des pays en développement.

Rentabilité, compétitivité, bancabilité... certes, mais avec une vision plus large. **Pour le COLEACP, la consolidation du pilier économique ne peut se faire qu'en cohérence avec celle des deux autres piliers du développement durable: la contribution au bien-être social et la minimisation de l'impact environnemental.**

### De nouveaux partenariats financiers en 2016

Le nouveau Programme Durabilité & Compétitivité initialement conçu pour une période de 7 années et un budget de 80 millions d'euros a, pour le moment, trouvé un premier budget de 20 millions d'euros auprès de l'Union européenne. Afin de mettre tout son potentiel au service du développement, et de suivre les recommandations des évaluations techniques, le COLEACP lancera en 2016 un appel à partenaires financiers pour compléter cette première enveloppe budgétaire et atteindre les objectifs initialement fixés. Nous comptons sur les institutions pour y répondre positivement, rapidement et massivement.

6

# MINI FICHES PAYS



## BÉNIN



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	53
Montant total des projets	630.375€
Nombre de sessions de formation	20
Nombre de participants	272

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Ananas

## BÉLIZE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2014

Nombre de projets d'appui	6
Montant total des projets	121.137€
Nombre de sessions de formation	3
Nombre de participants	46

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Pêche

## BOTSWANA



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	10
Montant total des projets	300.735€
Nombre de sessions de formation	9
Nombre de participants	169

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Viande

## BURKINA FASO



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	128
Montant total des projets	2.063.705€
Nombre de sessions de formation	160
Nombre de participants	1.565

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, haricots

## BURUNDI



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	7
Montant total des projets	142.183€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	16

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangues, haricots

## CAMEROUN



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	160
Montant total des projets	3.064.370€
Nombre de sessions de formation	89
Nombre de participants	1.159

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Café, cacao, ananas, fruits et légumes

## CAP-VERT



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2013

Nombre de projets d'appui	4
Montant total des projets	59.326€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	25

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Produits laitiers (fromage)

## CONGO (Brazzaville)



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2014

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	14.800€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

N.D.

## CÔTE D'IVOIRE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	203
Montant total des projets	4.221.244€
Nombre de sessions de formation	193
Nombre de participants	2.278

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Noix de coco, mangue, cacao, produits maraîchers

## ETHIOPIE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	42
Montant total des projets	1.687.439€
Nombre de sessions de formation	22
Nombre de participants	286

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Tomate, poisson, aromates, fruit de la passion

## FIDJI



### APPUI DU COLEACP DEPUIS ?

Nombre de projets d'appui	3
Montant total des projets	42.039€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

## GABON



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2014

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	24.470€
Nombre de sessions de formation	2
Nombre de participants	30

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Secteur agroalimentaire



## GAMBIE

### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	9
Montant total des projets	151.090€
Nombre de sessions de formation	8
Nombre de participants	65

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson



## GHANA

### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	115
Montant total des projets	2.461.537€
Nombre de sessions de formation	96
Nombre de participants	1.036

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, mangue, cacao



## GUINÉE (Conakry)

### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	12
Montant total des projets	124.700€
Nombre de sessions de formation	7
Nombre de participants	40

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangue, poisson



## GUINÉE-BISSAU

### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2013

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	39.877€
Nombre de sessions de formation	0
Nombre de participants	0

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson



## JAMAÏQUE

### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	38
Montant total des projets	556.640€
Nombre de sessions de formation	26
Nombre de participants	293

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Produits issus de l'agro-industrie



## KENYA

### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	313
Montant total des projets	7.912.261€
Nombre de sessions de formation	474
Nombre de participants	6.295

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Haricots, pois, légumes asiatiques, mini légumes, piment, mangue, fruit de la passion, avocat, poisson

## LIBERIA



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	8
Montant total des projets	235.465€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	10

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Fruits et légumes divers

## MADAGASCAR



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	98
Montant total des projets	1.904.441€
Nombre de sessions de formation	64
Nombre de participants	794

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Litchi, haricots, cacao, miel, produits halieutiques

## MALI



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	74
Montant total des projets	1.454.491€
Nombre de sessions de formation	78
Nombre de participants	924

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Mangue

## MAURICE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	24
Montant total des projets	829.895€
Nombre de sessions de formation	12
Nombre de participants	134

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, miel, poulet

## MAURITANIE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	25
Montant total des projets	430.299€
Nombre de sessions de formation	14
Nombre de participants	175

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Poisson

## MOZAMBIQUE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	5
Montant total des projets	288.663€
Nombre de sessions de formation	18
Nombre de participants	224

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mini maïs, piments, haricots

## NIGERIA



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	48
Montant total des projets	955.049€
Nombre de sessions de formation	8
Nombre de participants	71

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

## UGANDA



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	144
Montant total des projets	2.151.856€
Nombre de sessions de formation	247
Nombre de participants	3.839

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Ananas, piments, poisson, café

## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	8
Montant total des projets	295.751€
Nombre de sessions de formation	4
Nombre de participants	58

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Café, cacao, poisson

## RÉPUBLIQUE DÉMO-CRATIQUE DU CONGO



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	14
Montant total des projets	202.432€
Nombre de sessions de formation	12
Nombre de participants	9

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	63
Montant total des projets	1.203.866€
Nombre de sessions de formation	41
Nombre de participants	852

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Légumes asiatiques, ananas, mangue, avocat

## RWANDA



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	17
Montant total des projets	525.686€
Nombre de sessions de formation	11
Nombre de participants	116

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

## SAINTE-LUCIE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	1
Montant total des projets	164.505€
Nombre de sessions de formation	1
Nombre de participants	7

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais

## SÉNÉGAL



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	152
Montant total des projets	3.818.796€
Nombre de sessions de formation	202
Nombre de participants	1.934

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Mangue, tomate, haricot, pastèque, produit halieutique

## SURINAME



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	15
Montant total des projets	434.447€
Nombre de sessions de formation	8
Nombre de participants	138

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Piments, bacowen, awara, knippa, sopr, boul, antroew, oker, poisson

## TANZANIE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	45
Montant total des projets	1.552.514€
Nombre de sessions de formation	46
Nombre de participants	637

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Divers fruits et légumes frais, poisson

## TOGO



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	16
Montant total des projets	180.461€
Nombre de sessions de formation	12
Nombre de participants	117

### PRINCIPALE FILIÈRE APPUYÉE PAR COLEACP

Ananas

## ZAMBIE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	32
Montant total des projets	724.109€
Nombre de sessions de formation	44
Nombre de participants	604

### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Pois, haricot, mini maïs, mini carotte, brocoli, piment, oignon, miel

## ZIMBABWE



### APPUI DU COLEACP DEPUIS 2001

Nombre de projets d'appui	30
Montant total des projets	309.750€
Nombre de sessions de formation	31
Nombre de participants	355

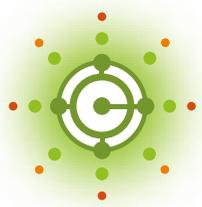
### PRINCIPALES FILIÈRES APPUYÉES PAR COLEACP

Pois, haricot, mini maïs, mini carotte, brocoli, piment, oignon



7

# TÉMOIGNAGES



**COLEACP**



*“The private sector has the resources to transform the agricultural economy of developing countries”*  
(Phil Hogan)

*“Migration and development aid in Africa must be linked”*  
(Neven Mimica)



**Dr Ba Abou Sidi,**

Directeur  
de l'Office  
National  
d'Inspection  
Sanitaire des Produits,  
MAURITANIE



« Je saisis l'occasion pour dire la satisfaction partagée de l'ONISPA, la FNP et l'Expert Dr NDiaye pour le bon déroulement de l'Atelier de validation des livrets du Guide Sectoriel Pêche . Félicitations aux participants, chapeau au logisticien ».



**Calvin Picker,**  
AFRICA BIO,  
CAMEROUN



« Nous sommes donc heureux et soulagés, mais conscients des efforts qui devront être faits pour maintenir ce niveau et améliorer encore notre système. Au nom de toute l'équipe d'AFRICA BIO, je vous remercie, vous personnellement, et le PIP, pour toute l'assistance que vous nous avez apportée tout au long de ce processus ».



**Jethro Green,**

Caribbean Farmers  
Network (CaFAN),  
STE LUCIA



"We appreciate this concept of partnership. We are more than 500,000 small business leaders, farmers, and our intention is to ensure that we provide the right investments to make us guardians of food security and to put affordable food on the market."

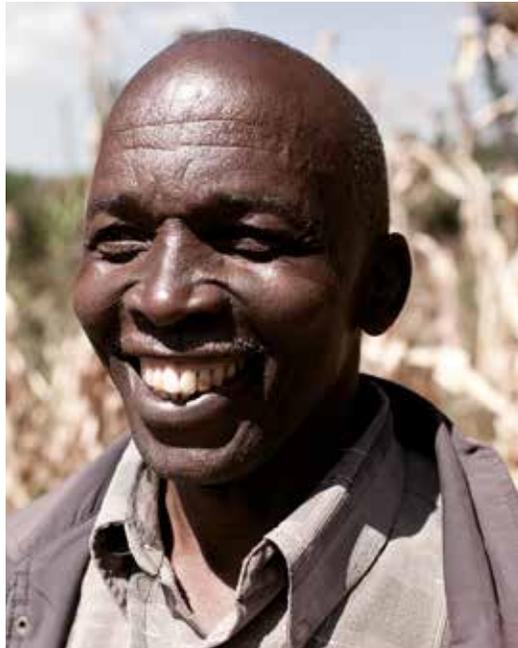


**Alassane Traore,**  
GLOBAL MERCURE  
SARL MALI



« Je remercie le PIP d'avoir envoyé les supports pédagogiques pour notre formation. J'avoue avoir compris beaucoup de choses indispensables pour exporter des mangues de haute de qualité en les lisant. Nous sommes très contents de la mise en oeuvre de notre partenariat avec vous ».





**Gianna Karg,**  
Director  
of the Veterinary  
Laboratory,  
SURINAME



« The current EDES intervention is proving to be very helpful and the training opened our eyes on many things. We are really enthusiastic about putting into practice what we have learned ».



**Jean-Marie Sop UNAPAC,**  
Consultant,  
CAMEROUN



“ We wanted to form a group to create a profitable business and survive the economic crisis; We all came from different backgrounds, with different types of education. But we were united by the desire to do something to fight poverty. We also care about protecting our environment. We want to evolve, taking into account the laws of nature”



**Habtamu Ligabo,**  
Senior Trainer  
ETHIOPIA



« I have been working with an union of farmers for the last 6 weeks to help them to achieve GLOBALG.A.P. certificates. We were doing trainings on Hygiene, Crop protection, Internal Auditors and coaching. There is also an interest in online PIP trainings which I think is very positive ».



**KENYA-  
Mrs Mellon  
KABOLE,**  
Health  
Inspector



KEPHIS, provided trainings in Ghana, Uganda, Zambia 2013-2014

“Many thanks to EDES for allowing me travel to other countries, get exposed to wide networks and most importantly entrusting me with the ‘message’ from EU to help streamline food safety issues in the African Caribbean and Pacific Countries”



SELBY ENTERPRISES, entreprise d'exportation  
**Jaime Philp,** ZIMBABWE



« Le PIP a rendu un service fantastique aux producteurs du Zimbabwe. (...) La formation au renforcement des capacités qu'ils nous ont dispensée nous a permis de partager nos connaissances avec des exploitants plus petits que nous et de créer des opportunités d'emploi pour les personnes vivant dans notre communauté. »



KENYA- **Mrs Mellon KABOLE,** Health Inspector KEPHIS, provided trainings in Ghana, Uganda, Zambia 2013-2014



“Many thanks to EDES for allowing me travel to other countries, get exposed to wide networks and most importantly entrusting me with the ‘message’ from EU to help streamline food safety issues in the African Caribbean and Pacific Countries”



BNA, **Olga Kouassi,** Consultante, CÔTE D'IVOIRE



“J'estime pour ma part que le programme PIP a fourni les éléments nécessaires aux consultants locaux pour bien se former, acquérir une notoriété dans la région et enfin se professionnaliser.”



**Dr Mamadou NDIAYE,** Trainer in West Africa and Madagascar and technical expert for Senegal and Maurritania (Fish sector)



“Thank you to EDES for strenghtening my technical capacity as a trainer and expert. My work with this programme has changed my career. It has allowed me to live the dream of every ACP expert. Working alongside public authorities, private companies and the fishing communities. I have witnessed real change following our interventions. Thank you to the EDES team and Consortium Partners. Vive EDES2!”



The Ghanaian **Stephen Mintah** has been Chairman of COLEACP since June 2013.



Married and the father of two grown children, he lives in Accra (Ghana) where he is the General Director of Sea-Freight Pineapple Exporters of Ghana (SPEG). “In developing our work programme, we have to be careful to ensure that our partners (members and donors) benefit from what we do. Each of us wants something from COLEACP. So, at every step, we have to meet these expectations.”





**COLEACP**

